

Martinique

N° 3 Juin 2017

Antilles-Guyane

Le bilan économique 2016

2016 : une année globalement positive pour la Martinique sur le plan économique



es différentes analyses de ce bilan économique 2016 ont été rédigées par l'Insee ainsi que les partenaires suivants : l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-mer (Iedom), la direction régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (Deal), la direction régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt (Daaf), le Grand Port Maritime de la Martinique, la Société par Actions de l'Aéroport de Martinique Aimé Césaire (Samac) et le Comité Martiniquais du Tourisme (CMT). Nous les remercions vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.















Avertissement

La rédaction de ce bilan économique s'échelonne de janvier à mai 2016. Les données analysées sont celles disponibles à la date de rédaction des différents articles. Certaines ont pu légèrement évoluer depuis.

Signes conventionnels utilisés

- ... Résultat non disponible
- /// Absence de résultat due à la nature des choses
- e Estimation
- p Résultat provisoire
- r Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
- n.s résultat non significatif
- € euro
- M Million
- Md Milliard

Avant - propos

Le Bilan économique 2016 de la **Martinique** est la troisième édition d'une publication au contenu mutualisé pour l'ensemble des régions françaises. Cette harmonisation traduit la volonté de fournir aux observateurs régionaux un ensemble homogène de données, bâti sur un socle commun de thèmes et d'indicateurs. Ce Bilan Économique (BE) s'inscrit également dans la volonté de rationaliser les publications Insee, et de rendre cohérentes les collections nationales et régionales, il vient compléter la note de conjoncture de l'Insee publiée en juin.

Cet ouvrage retrace pour ses lecteurs les faits et les tendances de l'année écoulée, autour de cinq thèmes : emploi et marché du travail, prix, consommation des ménages, activité du secteur privé et commerce extérieur. La situation économique de la Martinique en 2016 est ainsi exposée à travers différents chapitres thématiques relatifs à l'activité régionale, complétés de deux chapitres de cadrage consacrés à la conjoncture nationale et internationale.

Coordonné par l'Insee, le Bilan économique 2016 de la **Martinique** bénéficie des contributions de l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-mer (Iedom), de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Deal), de la direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Daaf), du Grand Port Maritime de la Martinique, de la Société par Actions de l'Aéroport de Martinique Aimé Césaire (Samac) et du Comité Martiniquais du Tourisme (CMT).

Nous tenons à les remercier vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.

Le Directeur Interrégional de l'Insee aux Antilles-Guyane

Yves Calderini

Sommaire

Avant - propos	1
2016 en quelques dates	4
Synthèse régionale 2016 : une année globalement positive pour la Martinique sur le plan économique	5
Contexte national et International Résistance de la croissance nationale dans un contexte mondial décevant	6
Cadrage macroéconomique Une croissance faible expliquée par une demande intérieure stable	8
Emploi salarié L'emploi salarié en Martinique progresse en 2016	10
Chômage Le chômage diminue en 2016	12
Prix Relative stabilité des prix	14
Épargne crédit L'activité financière demeure bien orientée en 2016	16
Démographie d'entreprises Les créations d'entreprises augmentent pour la deuxième année consécutive	18
Agriculture Une année en demi-teinte marquée par les mauvaises conditions climatiques	20
Construction Diminution des autorisations de construire en 2016	22
Transport maritime L'activité portuaire est en demi-teinte	24
Transport aérien 2016, année du renouveau marquée par une forte croissance du trafic	26
Tourisme La destination Martinique continue de séduire	28
Commerce extérieur Recul des échanges commerciaux en valeur	30
Synthèse régionale Guadeloupe Une croissance lente, mais qui se consolide	32
Synthèse régionale Guyane Des signes de reprise au second semestre 2016	33
Définitions	34

2016 en quelques dates

Emmanuelle Maller, Insee

Janvier

Naissance officielle de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) conformément et en application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

Légère augmentation du Smic de 0,6 %: le taux horaire passe de 9,61 euros bruts à 9,67 euros bruts. Un salarié au Smic à temps complet touchera 1 466,62 euros bruts par mois, soit 1 143 euros nets.

Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et ceux de la prime pour l'emploi ne toucheront plus qu'une seule allocation. Les deux dispositifs fusionnent pour donner naissance à la prime d'activité. Cette prime vise à simplifier l'aide aux travailleurs pauvres. Les jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans pourront également prétendre à ce dispositif.

La Préfecture de Martinique publie la nouvelle hausse des prix des carburants au 1^{er} janvier 2016 :

- super sans-plomb: 1,31 euro le litre au lieu de 1,26 en décembre 2015, soit + 5 centimes le litre ;
- gazole route : 0,97 euro le litre au lieu de 0,99 en décembre 2015, soit 2 centimes le litre :
- la bouteille de gaz de pétrole liquéfié de 12,5 kg, le prix maximum est fixé à 20,08 euros au lieu de 19,31 euros en décembre, soit une augmentation de 0,77 euro.

Mars- Avril

Les acteurs locaux en charge du projet TCSP ont investi 400 millions d'euros. Un effort financier supplémentaire de 7 millions d'euros est réclamé à la Collectivité Territoriale de Martinique pour sa mise en service. Le TCSP représente :

- 13,9 km de voie en site propre (Pointe Simon/Mahault),
- 18 stations, une gare multimodale et 2 pôles d'échange (Carrère et Mahault),
- 14 bus à haut niveau de service dont un bus toutes les 6 mn aux heures de pointe,
- 2 800 passagers transportés aux heures de pointe.
- 30 km/h : vitesse moyenne sur l'ensemble de la ligne.

Mai

Un séminaire interrégional sur les zones humides des Antilles-Guyane a eu lieu les 25 et 26 mai en Martinique, en collaboration avec la DEAL de Martinique.

Juin

Le Grand Port de Fort-de-France s'agrandit. L'extension du terminal à conteneurs de la Pointe des Grives a été inaugurée le 28 juin. Le programme de modernisation permet de recevoir plus de 50 000 conteneurs supplémentaires, de très grandes capacités. Le terminal a été financé par les fonds européens (16,8 millions d'euros), comme quit :

- le Fonds européen de développement économique régional (FEDER) : 2,5 millions
- les Fonds d'investissement des départements d'Outre Mer (FIDOM) : 4,95 millions.
- La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) : 3,2 millions
- Les fonds du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM) : 6,15 millions.

Août

marins pêcheurs Les autres professionnels de la pêche connaissent des difficultés de trésorerie. Ils sont liés aux surcoûts de production, dus à la transformation et à la commercialisation de certains produits et de l'éloignement territorial par rapport à la métropole. La Collectivité Territoriale de Martinique met à leur disposition l'aide européenne compensatoire qu'offre le programme du FIRP (Facilité d'infrastructures dans la région du Pacifique). FIRP est un mécanisme de financement européen qui joue un rôle important dans la coordination du développement de meilleurs services d'infrastructure dans la région. Des aides directes disponibles sont redistribuées à hauteur de 86 millions d'euros et concernent 1 500 professionnels.

Septembre

En 2013, la CCIM présentait le vieillissement de la population martiniquaise comme un véritable levier pour l'économie et l'emploi. Trois ans après, elle revient sur le sujet et espère convaincre les acteurs économiques de l'île des réelles opportunités qu'offre la **Silver Économie**. C'est une économie transversale qui naît du vieillissement de la population. Les études qui ont été réalisées (étude de VEV et Consulting et la Hdom) développent le concept selon quatre axes :

- structuration de la filière par la mise en place de dispositifs financiers, contribuer à solvabiliser la demande),
- adaptation du commerce de proximité, notamment dans le nord de l'île, où la population est plus âgée,
- diversification de l'offre de logement des séniors.
- amélioration de la qualité des services.

Octobre

La première visite du ministre des Outremer, Éricka Bareigts, a eu lieu les 21 et 22 octobre. Elle a rencontré les représentants de la Chambre de Commerce et s'est rendue sur une exploitation bananière de la commune du François. Après le constat des dégâts causés par la tempête Matthew, elle a annoncé aux agriculteurs l'ouverture du "Fonds de Secours pour Calamités Agricoles". Il permettra la mise en place des processus de déclarations des pertes de fonds de récolte estimés à 43 millions, des pertes de récoltes à 23 millions d'euros, ainsi qu'une vingtaine de millions d'euros pour les pertes de fonds sur les plantations.

Décembre

La Chambre d'agriculture a organisé un séminaire sur l'agriculture biologique, sous la présidence d'un membre du conseil d'administration de la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab) et vice-président de l'Agence bio, M. François Thiery. La réunion a rassemblé le groupement des agriculteurs biologiques (Grab), la Collectivité de Martinique (CTM), des maires et quelques politiques. Le vice-président de l'agence bio soutient l'engagement fort des producteurs, pour développer l'autonomie alimentaire et la pérennité des exploitations.

Synthèse régionale

2016 : une année globalement positive pour la Martinique sur le plan économique

Les voyants de l'économie martiniquaise restent au vert en 2016. Le chômage baisse et l'emploi salarié progresse. La situation financière des ménages est satisfaisante ; l'encours sain de crédit augmente de 3,4 % en raison des taux d'intérêt en baisse. Les consommateurs ont par ailleurs profité d'une inflation quasi nulle (– 0,2 %) et d'une baisse du prix des carburants. Cependant, la baisse du prix du pétrole a entrainé une chute de 13 % des exportations martiniquaises.

Christophe Basso, Insee

Embellie du marché du travail

2016 marque la poursuite de l'embellie sur le front du chômage en Martinique. Son taux baisse de près d'un point pour s'établir à 18 %, soit cinq points de moins que la Guyane et six de moins que la Guadeloupe. Contrairement à l'hexagone, le fléau ne touche pas plus les femmes que les hommes.

Cette amélioration tendancielle est confirmée par la hausse de 1,3 % de l'emploi salarié marchand sur l'année (+1,5 % en 2015). Le commerce, la restauration ou encore le monde associatif sont les secteurs qui contribuent le plus à cette évolution positive. Dans une moindre mesure, l'industrie continue de voir ses effectifs augmenter.

À l'instar de l'emploi, les créations d'entreprises sont également à la hausse (2,6 %). Mais le fait notable est la très forte progression des formes sociétaires. Avec plus de 10 % d'augmentation sur un an, ces entreprises sont celles qui embauchent potentiellement des salariés, ce qui pourrait être de bon augure pour l'avenir. A contrario, la création des entreprises individuelles est à la baisse.

Un autre aspect positif est la baisse continue du nombre de défaillances d'entreprises en 2016 en Martinique (6 %).

En revanche, la construction a vécu une année en demi-teinte avec une diminution de 0,9 % du nombre de ses salariés en 2016. La chute de 4 % des mises en

chantier sur l'année en est la principale cause. Si la baisse est générale sur tout le territoire, la CACEM est la zone la plus touchée. En parallèle, les autorisations de construction ont baissé de 27 % par rapport à l'année précédente, ce qui devrait avoir des répercussions sur l'année 2017.

Hausse de la consommation des ménages

L'activité financière demeure, elle, bien orientée en 2016. Les encours de crédits aux entreprises ont progressé de 5 %, boostés par les crédits à l'investissement (+ 8,8 %) et les importations de biens d'investissement (+ 8,4 %). Dans une moindre mesure, les ménages participent à cette dynamique. Leur encours sain de crédit augmente de 3,4 %. Si on constate une perte de vigueur des crédits à l'habitat (+ 2,3 %), les crédits à la consommation sont en forte hausse (6,6 %). Une conséquence est la croissance du nombre de véhicules particuliers neufs de l'ordre de 10 %.

En 2015, la consommation des ménages a progressé alors que la population a diminué. Elle reste ainsi l'un des piliers de la croissance. La consommation est également encouragée par une inflation quasi nulle en 2016 (–0,2 %). Si les produits frais ont augmenté de 5,5 % en moyenne sur l'année, les prix de l'énergie ont chuté de 5,3 % sous l'impulsion de la baisse du prix du pétrole.

Autre incidence de la baisse du prix du pétrole, les échanges commerciaux en valeur ont reculé. Ainsi, le solde du commerce extérieur s'est dégradé avec une chute en valeur des exportations de l'ordre de 13 %, les importations ne reculant que de 3 %.

Les mauvaises conditions climatiques, et principalement l'ouragan Matthew, ont provoqué une baisse de près de 10 % de la production de banane, impactant ainsi les volumes exportés. Par ailleurs, si la production de canne est en hausse, sa qualité est moindre, la teneur en sucre ayant diminué de 15 %. Le marché du rhum est cependant toujours porteur avec une progression de l'ordre de 3 %.

Le secteur du transport, portuaire comme aérien, est bien orienté

Le transport aérien s'est fortement développé en 2016, avec une augmentation de plus de 10 % du trafic, soit 1,8 million de passagers. Cela s'explique par la bonne tenue du trafic national et régional, mais aussi par la forte progression du nombre de passagers en provenance d'Europe ou d'Amérique du Nord.

L'effet de la croisière « tête de ligne » y est pour beaucoup. La progression du nombre de croisiéristes de l'ordre de 20 % est spectaculaire.

La Martinique séduit également toujours plus de touristes de séjour (+ 6,6 %) en franchissant le seuil des 500 000 visiteurs. Les recettes touristiques directes sont évaluées à 330 millions d'euros, soit 7,5 % de plus qu'en 2015.

Contexte national et international Résistance de la croissance nationale dans un contexte mondial décevant

Jean-Baptiste Berry, Insee

En 2016, l'activité économique mondiale est décevante, malgré un rebond au second semestre. L'activité économique française augmente de 1,2 %. Dans les pays dits « émergents » et les pays « en développement », qui représentent toutefois plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans certains pays aux économies dites « avancées ». Trois transitions importantes continuent d'influer sur l'activité mondiale et ses perspectives. La première concerne le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et la réorientation progressive de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services. La seconde porte sur la forte baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base. La troisième est relative au décalage des politiques monétaires entre d'une part, un durcissement progressif de la politique monétaire des États-Unis dans le contexte d'une faible reprise, et d'autre part, l'assouplissement de celles de plusieurs autres grands pays avancés.

Une activité mondiale en berne en 2016

À l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de 3,1 %, pour 3,4 % en 2015, soit la plus faible progression depuis la récession de 2009. La baisse spectaculaire des importations dans plusieurs pays dits émergents et pays en développement qui connaissent des difficultés économiques pèse sur le commerce mondial. Ce dernier a néanmoins nettement accéléré au second semestre, éclaircissant une année médiocre. Sur l'ensemble de l'année, le volume du commerce mondial est moins dynamique qu'en 2015 : en moyenne annuelle, après avoir déjà fortement ralenti en 2015 (+2,4%), la croissance des échanges mondiaux s'est établie à seulement + 1,5 % en 2016, soit la plus faible progression depuis 2009, du fait de l'atonie des importations américaines et émergentes.

Les prix du pétrole ont poursuivi leur diminution en moyenne annuelle en 2016, en raison d'anticipation sur des hausses soutenues de la production des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), tandis que la production pétrolière mondiale continue de dépasser la consommation. Néanmoins, les prix du pétrole

ont augmenté de quelque 20 % entre août 2016 et décembre 2016, en partie du fait de l'accord conclu par l'OPEP et d'autres pays producteurs pour réduire la production de pétrole.

Regain sur le second semestre 2016

La fin d'année 2016 a été conforme aux attentes: la conjoncture des économies dites émergentes s'est affermie et la croissance des économies dites avancées est restée solide. Le commerce mondial a ainsi nettement accéléré, éclaircissant une année médiocre, sa hausse annuelle de 2016 ayant été la plus faible depuis 2009.

Aux États-Unis, la croissance est en berne à +1,6 %, contre 2,6 % en 2015. La consommation des ménages y a contribué pour l'essentiel, mais a été dopée en fin d'année par une bouffée d'optimisme postélectorale et le redémarrage des dépenses des entreprises.

L'activité économique est restée atone dans les pays dits émergents, notamment en Chine où l'activité a légèrement ralenti à + 6,7 % en 2016 contre + 6,9 % en 2015, et dans les pays producteurs de pétrole qui ont pâti de la faiblesse de son cours. L'activité des économies dites avancées est en croissance modérée à + 1,7 % en 2016, contre 2,1 % en 2015. Au sein de la zone euro, dans ce contexte de faiblesse des coûts de l'énergie pour les entreprises et d'assouplissement monétaire, le PIB a crû de 1,7 % en 2016 après 2 % en 2015 et deux années de récession économiques en 2012 et 2013

Résistance de la croissance nationale

La croissance de l'activité économique pour l'année 2016 s'élève à + 1,2 %, après + 1,1 % en 2015. La dépense de consommation des ménages poursuit son redressement (+ 2,3 %, après + 1,4 % en 2015 et + 0,7 % en 2014) et l'investissement accélère (+ 2,8 % après + 1,0 %). La contribution du commerce extérieur reste négative (- 0,8 point), celle des variations de stocks est de - 0,2 point. La consommation des ménages est soutenue par un pouvoir d'achat de nouveau en hausse, car les revenus d'activité sont restés dynamiques en 2016, tandis que l'inflation a

été quasi nulle du fait de sa composante énergétique.

En 2016, la production agricole a chuté (-5,7 % après - 2,2 % en 2015), ce qui a pesé à hauteur de 0,2 point sur la croissance du produit intérieur brut : les récoltes céréalières et viticoles ont été fortement par amoindries les conditions météorologiques exceptionnellement mauvaises au printemps et à l'été dans l'hexagone. La construction accélère progressivement en 2016 : après de forts reculs en 2014 (- 2,7 %) et en 2015 (- 2,2 %), l'activité est repartie en 2016 (+ 0,7 %). La construction de logements a renoué avec la croissance, répercutant avec des délais habituels le net redressement des ventes de logements neufs.

L'emploi salarié marchand a vivement progressé au second semestre 2016 (+115 000 après + 72 000 au premier semestre), porté notamment par l'emploi intérimaire. Au total, l'économie française a créé 187 000 emplois marchands en 2016, une hausse inédite depuis 2007. Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage a baissé par rapport au trimestre précédent (– 0,1 point à 10,0 %) et a reculé de 0,2 point sur un an.

Dynamisme du pouvoir d'achat

En 2016, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a progressé solidement, à + 1,8 % en moyenne annuelle. Cela constitue sa plus forte hausse depuis 2007, après + 0,8 % en 2015, grâce à l'accélération de l'emploi marchand et la stabilité des prix. En moyenne annuelle en 2016, les salaires nominaux dans les branches marchandes ont augmenté à peine moins qu'en 2015 (+ 1,4 % après + 1,6 %). Après deux trimestres étalés, la consommation des ménages a accéléré fin 2016 (+ 0,6 %), portant à + 2,3 % sa hausse en moyenne annuelle sur l'année. Le regain de pouvoir d'achat des ménages a également alimenté leur investissement : même si le taux d'épargne se stabilise à 13,9 l'investissement des ménages accélère avec une croissance atteignant + 2,4 % fin 2016.

L'activité se contracte en Amérique latine

En 2016, avec une contraction de – 1 %, le rythme de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbes est le plus faible enregistré depuis les crises majeures des années 1983 et 2009. Néanmoins, la baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées. Les conditions de financement se dégradent, la hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines alourdit les charges de la dette. Au Brésil, la récession se prolonge dans un contexte de tensions politiques et de détérioration des finances publiques. Malgré le redressement du commerce extérieur, la production industrielle diminue et la demande intérieure reste dégradée.

1 Résistance de la croissance nationale en 2016

Le Produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %))

	2013	2014	2015	2016
Produit intérieur brut	0,6	0,9	1,1	1,2
Importations	2,1	4,8	5,7	4,2
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,4	2,3
Dép. conso. APU*	1,5	1,3	1,1	1,3
FBCF totale	-0,8	0,0	1,0	2,8
dont ENF*	0,2	1,7	3,1	3,6
dont ménages	-0,5	-3,0	-2,1	2,4
dont APU*	-0,7	-5,3	-3,0	-0,1
Exportations	1,9	3,3	4,3	1,8
Contribution des variations de stocks	0,2	0,7	0,3	-0,2

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Source: Insee - Comptes nationaux, base 2010.

Conjoncture et perspectives 2017 : poursuite de l'élan du second semestre 2016

Les économies émergentes continueraient dans leur élan. Début 2017, le climat des affaires dans les économies émergentes continue de se bonifier et se situe à son plus haut depuis deux ans, encore bien en deçà toutefois de son niveau des années 2000. Avec la stabilisation des prix des matières premières, les monnaies des pays producteurs ont cessé de se déprécier, contribuant ainsi à une baisse de l'inflation. Les pertes de pouvoir d'achat s'atténuant, l'activité accélérerait en Russie et la récession serait moins sévère au Brésil. Au total, les importations des économies émergentes qarderaient de l'élan d'ici mi-2017.

Aux États-Unis, la confiance des ménages et des entreprises a bondi après l'élection présidentielle, dopée par des perspectives de politique budgétaire expansionniste. Dans les économies avancées, le climat des affaires s'améliore également depuis fin 2016, malgré une forte remontée de l'inflation qui enraye la dynamique du pouvoir d'achat des ménages. L'activité américaine accélérerait un peu (+ 0,6 % par trimestre), tirée par la demande intérieure.

La croissance du commerce mondial atteindrait + 4,2 % sur un an mi-2017. Au premier semestre 2017, le redémarrage des moteurs américain et émergents permettrait au commerce mondial de progresser de 0,9 % par trimestre : sur un an, sa hausse atteindrait ainsi + 4,2 % mi-2017, soit plus que fin 2016 (+ 2,5 %) mais encore nettement moins que le rythme annuel moyen entre 1990 et 2007 (+ 7 % par an).

L'économie française retrouverait mi-2017 un rythme de croissance semblable à celui de l'ensemble de la zone euro. Dans l'industrie manufacturière, les carnets de commandes se sont regarnis et les chefs d'entreprise sont optimistes sur leurs perspectives d'activité. Ainsi, la valeur ajoutée manufacturière progresserait de nouveau solidement d'ici mi-2017, entraînant dans son sillage l'activité des services marchands. Au premier semestre 2017, l'activité de la branche de la construction accélérerait (+ 0,4 au premier trimestre puis + 0,8 % au deuxième). Au total, la croissance française du PIB redeviendrait comparable à celle de la zone euro : le PIB progresserait solidement au premier semestre 2017 (+0,3 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième). L'activité française retrouverait ainsi un rythme comparable à celui de ses voisins, après trois années de croissance plus faible que celle de la zone euro.

2 Les prix du pétrole poursuivent leur recul en 2016

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale) Base 100 en 2000 \$ / baril



Source: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org).

3 Croissance mondiale décevante

Croissance du PIB en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016, projections pour 2017 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Monde	3,5	3,3	3,4	3,4	3,1	3,5
Economies dites						
avancées	1,2	1,2	1,8	2,1	1,7	2,0
Etats Unis	2,2	1,5	2,4	2,6	1,6	2,3
Zone Euro, dont :	-0,9	-0,3	0,9	2,0	1,7	1,7
France*	0,2	0,6	0,9	1,1	1,2	1,4
Allemagne	0,6	0,4	1,6	1,8	1,8	1,6
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,2	1,0	1,2
Pays dits émergents ou						
en développement	5,3	4,9	4,6	4,2	4,1	4,5
Chine	7,7	7,7	7,3	6,9	6,7	6,6
Inde	5,6	6,6	7,2	7,9	6,8	7,2
Amérique Latine -						
Caraïbes	3,2	3,0	1,3	0,1	-1,0	1,1
Brésil	1,9	3,0	0,1	-3,8	-3,6	0,2
Venezuela	5,6	1,3	-3,9	-5,7	-18,0	-7,4
Suriname	3,1	2,8	1,8	0,1	-10,5	-1,2
Caraïbes ¹	1,7	3,4	5,1	5,1	4,9	4,3
Haïti	2,9	4,2	2,8	1,0	1,4	1,0
République Dominicaine	7,1	8,5	9,2	7,7	6,6	5,3
Antigua et Barbuda	3,6	1,5	4,2	2,2	3,7	2,2
Dominique	-1,3	0,6	3,9	-4,3	0,6	3,0
Sainte-Lucie	-1,1	0,1	0,5	1,6	0,8	0,5
Barbade	0,3	0,0	0,2	0,5	1,6	1,7
Trinidad et Tobago	1,3	2,3	-1,0	-1,8	-5,1	0,3

1 Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haiti, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source: FMI, World Economic Outlook, avril 2017 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

Pour en savoir plus

- Notes de conjoncture mars 2017 et décembre 2016, Insee : « <u>Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable</u> » et « <u>La croissance à l'épreuve des incertitudes</u> »
- Perspectives de l'économie mondiale, Études économiques et financières, Avril 2017, FMI.

Cadrage macro-économique de la Martinique Une croissance faible expliquée par une demande intérieure stable

En 2015, la croissance martiniquaise s'élève à + 0,4 %. Elle succède à un pic de croissance de + 1,8 % en 2014 dû à une inhibition de l'activité de la Société Anonyme de Raffinage des Antilles (Sara) en 2013 pour un arrêt programmé de contrôle et remise à neuf durant plusieurs semaines, puis un retour à l'activité normale en 2014. Ainsi, pour une activité de la Sara comparable entre 2014 et 2015, la croissance reste positive en dépit d'une population moyenne en diminution depuis 2008 : – 0,9 % en 2015 (et – 4,6 % sur la période 2008-2015). En France, la croissance s'élève à + 1,3 %.

Clémentine Garandeau, Insee

En 2015¹, le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique est en légère hausse à + 0,4 % en volume. Avec une population moyenne en baisse de 0,9 % en 2015, soit 378 640 personnes, le PIB par habitant augmente de 1,3 % en euros constants et s'établit à 23 300 euros. Sur la France entière, le PIB par habitant s'élève à 32 800 euros, en Guadeloupe à 21 000 euros et en Guyane à 15 600 euros.

La consommation des ménages croît de 1,1 % en volume par tête

En dépit d'une population en baisse de près de 1%, l'évolution de la consommation des ménages en volume reste positive : +0.2%.

La demande des ménages profite du recul du taux de chômage (-0,5 point par rapport à l'année passée), qui s'établit à 18,9 % en 2015. Dans le secteur privé, l'emploi augmente de 1,4 %. Dans la sphère publique, la masse salariale progresse de 0,5 % en valeur.

l'évolution Cependant, disponible global des Martiniquais est impactée par la baisse et le changement de structure de la population. Celle-ci continue de diminuer (-1,0 % après -0.5% en 2014), notamment dans les tranches d'âges les plus jeunes (-2,6 % pour les 0-19 ans et -4,0 % pour les 20-39 ans). À l'inverse, le nombre de personnes ayant 60 ans et plus (32 % de la population) augmente sensiblement, en particulier les 60-74 ans (+3,6%). Le nombre de retraités sous le régime général et bénéficiaires du minimum vieillesse croît ainsi de 2,0 %.

Le tassement de la demande se traduit par le maintien du chiffre d'affaires des hypermarchés et le ralentissement des importations de biens de consommation en valeur (+ 1,0 % au lieu de + 2,5 % en 2014). En particulier, la hausse des importations de biens de consommation durables (équipement de la maison) fléchit (+2.3% après +11.0% en 2014). Les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac augmentent de 1,2 % en valeur, après - 1.7 % en 2014. Pour autant, les crédits à la consommation affichent une bonne (+9.7%), tout comme les immatriculations de véhicules neufs particuliers (+ 14,2 %).

L'investissement privé en hausse, celui du public diminue

L'investissement est quasiment constant en volume, + 0,6 %, après avoir augmenté de 4,5 % en 2014.

Le secteur privé permet à l'investissement de se maintenir. L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises augmente significativement de 13,1 %. En revanche, les crédits immobiliers (– 3,9 %) et les crédits d'exploitation (– 21,6 %) reculent.

Tous les secteurs n'en profitent pas pour autant. Le secteur du BTP (environ 60 % de l'investissement) rencontre des difficultés. Les ventes de ciment sont en repli (–1,6 % après + 6,5 % en 2014) et les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel chutent (–12,8 % après + 11,5 % en 2014).

Le secteur public réduit ses dépenses d'investissement de 9,7 %. Cette diminution marquée est due à la contraction des investissements du secteur hospitalier qui retrouvent leur niveau de

2011, après plusieurs années de travaux (2012-2014).

En 2012, le montant d'investissements des hôpitaux a été multiplié par près de dix, en raison notamment de la reconstruction pour mise aux normes parasismiques du plateau technique de l'hôpital Pierre Zobda-Quitman (budget total de 169 millions d'euros). Les dépenses de l'État (environ 5 % du total), quant à elles, stagnent. Les dépenses des collectivités locales en investissement, qui représentent plus de 80 % de l'investissement public en 2015, progressent de 11,4 %. Ainsi la mise en place du Transport en commun en Site Propre (TCSP) a nécessité un volume total d'investissements estimé à 380 millions d'euros, dont 254,5 millions d'euros de financements par la Région et 87,5 millions d'euros de fonds européens (FEDER) sur la période 2003-2015. Sur ces 380 millions d'euros, près de 200 millions d'euros de travaux ont été réalisés sur la période 2013-2015.

Les dépenses publiques en baisse

En 2015 les dépenses publiques sont à la baisse : -0.5 en volume.

Cela provient des consommations intermédiaires à la fois des administrations publiques, de la sécurité sociale et de l'enseignement (-6,1%) et de la santé (-10,4%).

Le tourisme est bien orienté

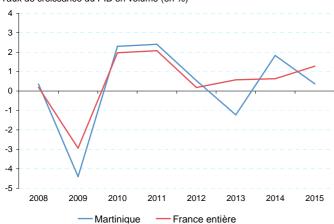
Le tourisme retrouve quelques couleurs en 2015 après une stagnation des dépenses l'année passée : elles augmentent de 2,8 % en valeur, avec une inflation quasi nulle, et atteignent 306,8 millions d'euros.

Les dépenses directes (hors effets d'entraînement) contribuent ainsi pour + 0,1 point à la croissance.

^{1.} Les données macroéconomiques 2016 ne seront disponibles qu'au cours du 3e trimestre 2017 et feront l'objet d'une publication en fin d'année.

1 Le PIB en volume se maintient malgré une population en baisse

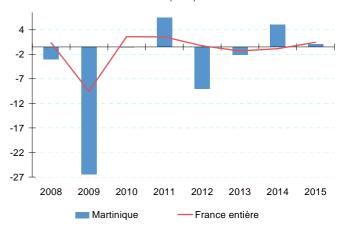
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source: Insee, Cerom, Comptes rapides.

4 L'investissement se stabilise

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source: Insee, Cerom, Comptes rapides.

2 L'inflation légèrement négative en 2016

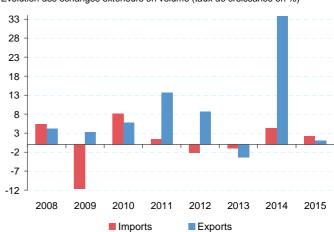
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source: Insee, Cerom, Comptes rapides.

5 Les échanges extérieurs progressent en volume

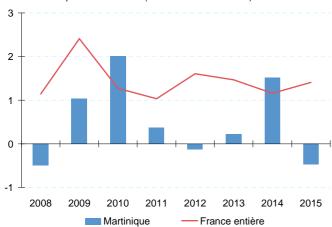
Évolution des échanges extérieurs en volume (taux de croissance en %)



Source: Insee, Cerom, Comptes rapides.

3 Les dépenses publiques en légère baisse

Évolution des dépenses en volume (taux de croissance en %)



Source: Insee, Cerom, Comptes rapides.

Emploi salarié

L'emploi salarié en Martinique progresse en 2016

En Martinique, les secteurs tertiaire marchand et industriel conjuguent tous deux des résultats positifs en termes d'accroissement annuel de l'emploi salarié. Le secteur de la construction participe au contraire d'un effet négatif qui réduit la hausse moyenne de l'exercice 2016 par rapport à 2015.

Guy Mystille, Insee

En Martinique, l'emploi salarié marchand augmente de 1,3 % en moyenne annuelle entre 2015 et 2016. Ce résultat reflète toutefois assez mal un exercice où les saisonnalités ont généré des pertes de postes dans plusieurs secteurs clés de l'économie. Les troisièmes trimestres marquent généralement une transition entre deux périodes actives et mieux porteuses en termes d'emploi. En 2016, ce troisième trimestre ne déroge pas à cette tendance. Le regain est alimenté par un quatrième trimestre plus dynamique, porté par les embauches au sein des soussecteurs du tertiaire marchand et du secteur de l'industrie.

Le secteur tertiaire marchand, principal vecteur de la hausse

En 2016, le secteur tertiaire marchand progresse de 1,8 % par rapport à l'année 2015. Les secteurs concurrentiels ont évolué de façon différenciée les uns des autres. La progression est notable dans le commerce, plus gros pourvoyeur d'emploi salarié du département, hors fonction publique (1,3 %). Considéré dans ses déclinaisons, l'accroissement d'activité y

est manifeste : le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, le commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles et surtout le commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles ont multiplié les contrats.

Le secteur de l'hébergement et de la restauration est en net regain en 2016 : la hausse de 5,4 % sur une année est cependant davantage imputable au développement des activités restauration que de celles de l'hôtellerie. Les autres activités de services bouclent une année 2016 avec une moyenne annuelle d'emplois occupés plus forte qu'en 2015 : l'augmentation de 4,2 % est corrélée aux activités du monde associatif, sous-secteur qui exprime des écarts parfois surprenants en termes d'effectifs inscrits.

L'industrie soutient aussi la hausse

La fabrication d'autres produits industriels utilise en moyenne trois milliers de personnes. Celles-ci constituent un stock relativement stable d'un trimestre à l'autre. Ce sous-secteur affiche un accroissement de près de 3,0 % en 2016, par rapport à 2015. Plus versatile en termes d'emplois, l'industrie agroalimentaire mobilise un peu moins de trois milliers d'individus. Entre les deux exercices, ceux-ci sont en hausse plus modérée, portée par la saisonnalité liée au quatrième trimestre.

Une année en demi-teinte dans la construction

Le secteur de la construction a fortement décliné depuis l'année 2009. En dépit de sursauts imputables à la mise en place de gros chantiers, la baisse ne s'est jamais démentie. Les exercices les plus récents témoignent encore des difficultés de survie d'un secteur extrêmement dépendant de la demande publique et privée, et contraint de surcroît par l'insularité. L'exercice 2016 s'est caractérisé par un premier semestre en chute, suivi d'une modeste reprise qui n'a que limité les pertes. Par rapport à l'année 2015, la chute atteint 0,9 %.

1 Chiffres Clés

	Nombre de salariés (effectifs)	Évolution 2015/2016 (%)
Industrie	8 562	0,9
Construction	6 045	-0,9
Tertiaire marchand	50 132	1,8
Total (hors agriculture)	64 738	1,4
Agriculture	4 312	-1,0
Total	69 050	1,3

Source: Epure.

2 Secteurs concurrentiels : une fin d'exercice plus favorable en 2016

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (en %) (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)

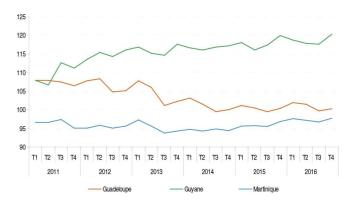
	Évolution T3 2016 / T4 2016 (en %)	Évolution T4 2015 / T4 2016 (en %)
Commerce	-0,2	-0,1
Autres activités de services	3,7	6,0
Transport et entreposage	3,8	3,0
Hébergement et restauration	7,1	4,4
Information et communication	3,5	-4,1
Activités financières et d'assurance	-0,8	3,3
Activités immobilières	-0,7	1,6
Activités Scientifiques et techniques -		
Services administratifs et de soutien	-1,3	-0,4
Ensemble tertiaire marchand	1,3	1,5

Note : l'évolution annuelle rapporte les effectifs au 31 décembre 2015 aux effectifs au 31 décembre 2016

Source : Insee, Epure.

3 Des évolutions en dents de scie, image d'un tissu fragile

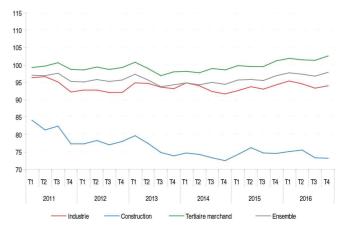
Évolution de l'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)



Source : Insee, Epure.

4 Une année 2016 meilleure que 2015

Évolution de l'emploi salarié marchand en Martinique (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)



Source : Insee, Epure.

Méthodologie

Mesurer les évolutions de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de Bordereaux de Recouvrement des Cotisations (BRC).

Ces Bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (Urssaf), puis transmis trimestriellement à l'Insee.

Ils concernent les salariés soumis au régime général de sécurité sociale, à l'exception :

- des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ;
- des emplois domestiques ;
- des fonctionnaires de l'État.

Sur les données issues des BRC, une chaîne de traitement dite Epure (Extension du Projet Urssaf sur les Revenus et l'Emploi) est utilisée pour les départements français d'Amérique depuis 2006. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées.

Sont exclus du champ Epure :

- les caisses de congés payés ;
- les établissements de vente à domicile ;
- les administrateurs d'immeubles à l'AFPA.

Finalement, le champ étudié « les établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services » représente 50 % des 300 000 emplois des DFA en fin septembre 2011 (hors emplois domestiques et personnel militaire dépendant du Ministère de la Défense).

Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle Nomenclature Agrégée (NA) 2008, regroupement de la nouvelle Nomenclature d'Activités Française (NAF) destiné à l'analyse économique.

Chômage

Le chômage diminue en 2016

En 2016, le taux de chômage s'établit à 18 % en Martinique. C'est le moins élevé des Départements et Régions d'Outre-mer (DROM). Les femmes sont aussi touchées que les hommes. Pôle emploi Martinique enregistrait 50 700 demandeurs d'emploi en fin de mois, de catégories A, B, C, soit une baisse de 4 % du nombre d'inscrits.

Sophie Céleste, Insee

Les jeunes femmes plus touchées par le chômage

Avec 27 000 chômeurs au sens du Bureau International du travail (BIT) (définitions) en 2016, le taux de chômage (définitions) s'élève à 18 % en Martinique. Il fléchit légèrement par rapport à 2015 (18,9 %). C'est le moins élevé des Antilles-Guyane. Le taux de chômage atteint en effet 24 % en Guadeloupe et 23 % en Guyane. Il est de 10 % en France Hexagonale. En Martinique, le taux de chômage des femmes est équivalent à celui des hommes (18 %).

Ce fléau qui touche particulièrement les 15-24 ans, concerne encore plus les jeunes femmes. Dans cette tranche d'âge, leur taux de chômage dépasse de treize points celui des jeunes hommes (respectivement 52 % et 39 %).

Pour les seniors, le chômage est moins prégnant et s'établit à 11 % aussi bien pour les Martiniquaises que pour les Martiniquais. Le diplôme demeure un atout pour échapper au chômage, le taux régresse quand le niveau de diplôme s'élève. Ainsi, les diplômés du supérieur ont un taux de chômage de 5 %, pour un taux de 19 % pour les bacheliers et 29 % pour les sans diplôme.

Les femmes sont beaucoup plus nombreuses (26 %) que les hommes

(16 %) à occuper un emploi à temps partiel et leur taux de sous-emploi atteint 14 %, soit quatre points de plus que les hommes.

La situation se dégrade pour les seniors

Fin 2016, 50 700 personnes sont inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) des catégories A, B, C), soit une baisse de 4 % sur un an. La baisse de la demande d'emplois est le fait marquant de l'année aux Antilles-Guyane. La Guyane et la Guadeloupe affichent respectivement une baisse de 2,7 % et de 1,3 %. En France hexagonale, la baisse s'établit à 0,1 %. La Réunion et Mayotte enregistrent en revanche, une hausse de la demande en 2016 (+ 0,6 % et + 4,7 %).

La baisse amorcée chez les DEFM de moins de 25 ans se poursuit (– 11,7 % en 2016, après – 11,5 % en 2015). À l'inverse, la situation des seniors continue à se dégrader avec une hausse de la demande de 3,7 %.

Les dispositifs d'aide à l'emploi s'essoufflent

Au fil des années le nombre de bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi s'effrite. Les contrats d'avenir sont les seuls à augmenter en 2016 (+ 12 %). Tous les autres types de contrat sont en baisse. En particulier, les contrats en alternance chutent de 29,4 % après une hausse de 19 % en 2015. Les contrats uniques d'insertion (CUI)-Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CAE) enregistrent une baisse de 13,5 %.

Chômeurs et demandeurs d'emplois

Entre 2014 et 2016, le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué en movenne annuelle selon la même que le nombre demandeurs d'emploi de catégorie A (définitions) inscrits à Pôle emploi. Si ces deux indicateurs évoluent souvent dans le même sens, ils peuvent aussi diverger. Il est possible que, face aux difficultés rencontrées sur le marché travail, certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne cherchent plus activement d'emploi ou déclarent souhaiter travailler, s'éloignant ainsi du marché du travail.

1 Chiffres clés

	Taux de chômage 2016 (en %)	Variation 2016/2015 (en point)
Ensemble	18	-0,9
Hommes	18	-2,4
Femmes	18	-0,4

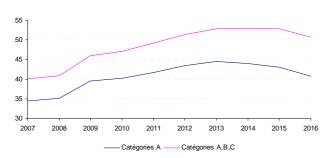
Source: Insee, enquête Emploi en continu 2016.

	Demandeurs d'emploi 2016 (en millier)	Évolution 2016/2015 (en %)
Ensemble catégorie A, B,	50,7	-4
Moins de 25 ans	5,3	-11,7
De 25 à 49 ans	29	-6,5
50 ans ou plus	16,4	-4,2

Source: Pôle emploi-DARES, STMT.

2 Une tendance à la baisse

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (en millier)



Source: Pôle emploi-DARES, STMT.

3 La demande d'emploi diminue sauf pour les seniors

Demandeurs d'emploi en fin de mois en données brutes (en millier et %)

	Demandeurs au 31/12 (en mill	2/2016	Evolu 2016/2 (en %)	2015
	Catégories	Catégorie	Catégories	Catégorie
	A, B, C	Α	A, B, C	Α
Hommes	21,7	18,6	-2,9	-3,3
Femmes	29,1	22,2	-4,8	-6,6
Moins de 25 ans	5,3	4,4	-11,7	-11,6
25 à 49 ans	29,0	22,9	-6,4	-7,7
50 ans ou plus	16,4	13,4	3,7	2,1
Inscrits depuis plus d'un an	26,0	nd	-11,2	nd
Martinique	50,7	40,8	-4,0	-5,1
France métropolitaine	5 546,7	3 529,6	-0,1	-3,0

nd : données non disponibles.

(1): évolution de l'indicateur entre le 31/12/2015 et le 31/12/2016

Sources : Pôle emploi ; DARES.

4 Des bénéficiaires en baisse sauf pour les contrats d'avenir

Les dispositifs d'aide à l'emploi (en nombre)

	2015	2016 (p)	Évolution 2016/2015 (en %)
Contrats en alternance	914	645	-29,4
Emploi marchand aidé			
dont Contrat unique d'insertion(CUI) Contrat Initiative Emploi (CIE)	1 120	1 037	-7,4
dont Emplois d'Avenir	525	496	-5,5
Emploi non marchand aidé			
dont Contrat unique d'insertion (CUI) Contrat d'Accomp. à l'Emploi (CAE)	3 575	3 091	-13,5
dont Emplois d'Avenir	866	969	11,9
Accompagnement des jeunes (Civis)	1 227	///	///

p : données provisoires.

/// : absence de données due à la nature des choses.

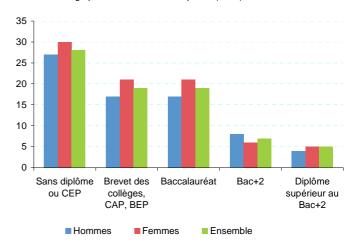
(1) : le chiffre de 2016 n'est pas comparable avec 2015, il concerne les contrats de janvier à novembre.

Note: extraction en mai 2017.

Source: Dares.

5 Le diplôme protège du chômage

Taux de chômage par sexe et niveau de diplôme (en %)



Source : Insee, enquête Emploi en continu 2016.

6 Une situation précaire pour les jeunes et les femmes

Statut d'emploi selon le sexe (en %)

	Hommes (p)	Femmes (p)	15-24 ans (p)	Ensemble (p)
Temps complet	84,0	74,0	62,0	79,0
Temps partiel	16,0	26,0	38,0	21,0
Taux de sous-emploi	10,4	14,0	13,5	12,3

Champ: population des ménages de 15 ans ou plus, vivant en Martinique, hors communautés. (p) : données provisoire.

Source : Insee, enquête Emploi en continu 2016.

7 27 000 chômeurs en Martinique en 2016

Répartition de la population de 15 ans et plus par statut d'activité (en millier)

	2015	2016 (p)	Évolution 2016/2015 (en %)
Contrats en alternance	914	645	-29,4
Emploi marchand aidé			
dont Contrat unique d'insertion(CUI) - Contrat Initiative Emploi (CIE)	1 120	1 037	-7,4
dont Emplois d'Avenir	525	496	-5,5
Emploi non marchand aidé			
dont Contrat unique d'insertion (CUI) - Contrat d'Accomp. à l'Emploi (CAE)	3 575	3 091	-13,5
dont Emplois d'Avenir	866	969	11,9
Accompagnement des jeunes (Civis)	1 227	///	///

Champ : population des ménages de 15 ans ou plus, vivant en Martinique, hors communautés. p) : données provisoires.

Source : Insee, enquête Emploi en continu 2016.

Prix

Relative stabilité des prix

Entre 2015 et 2016, le niveau moyen des prix en Martinique est stable, conséquence de deux effets contraires. D'une part, les bas tarifs pétroliers modèrent encore l'indice malgré la remontée des cours issue des cotations quotidiennes. D'autre part, la contribution à la hausse provient de la progression des prix de l'alimentation, principalement les produits frais, et des services.

Guy Mystille, Insee

En 2016, l'indice moyen des prix à la consommation est en très légère baisse par rapport à celui de 2015 (– 0,2 %). Cette relative stabilité entre les deux exercices est le fruit d'évolutions antagonistes. D'un côté, et mis à part les produits de santé, le niveau moyen des prix des produits de première nécessité ne faiblit pas sur une année. De l'autre, la maîtrise de l'inflation est plus spécifiquement corrélée à un facteur exogène : les tarifs pétroliers demeurent encore exceptionnellement bas, comparés à ceux des années 2011, 2012 et 2013.

Les tarifs pétroliers tempèrent l'inflation

Comme en 2015, la bonne tenue de l'inflation est étroitement liée au maintien à un niveau contraint des tarifs de l'énergie, dont les produis pétroliers. La remontée des tarifs du Brent à compter du mois de février 2016 n'affecte pas le niveau général des prix en Martinique. Elle commence toutefois à produire son effet sur les deux derniers mois de l'année et engendre alors des mouvements moins favorables aux consommateurs. Leurs variations ont alterné reculs et regains tout au long de l'exercice. En glissements annuels, les baisses sont fortes, car elles oscillent entre 7.2 % et 12.7 % selon les mois. L'effet de la surenchère est flagrant à la fin du quatrième trimestre 2016. Ainsi, en novembre et en décembre, la variation de l'indice des prix de l'énergie et des produits pétroliers est positive.

Les prix des produits frais pénalisent le poste alimentation

Les ménages martiniquais consacrent en moyenne 20 % de leurs dépenses courantes à l'alimentation. En 2016, ce poste pèse sur l'indice des prix à la consommation. Sept mois sur douze se caractérisent en effet par des hausses, et les replis enregistrés sur les autres mois sont insuffisants pour annuler le surenchérissement. En moyenne, les prix des produits frais ont augmenté de 5,5 % en une année. Ils ont augmenté de 6.9 % entre décembre 2015 et décembre 2016 (définitions). Particulièrement, les mois d'août et de septembre sont en tension car ils sont pénalisés par une hausse assez marquée des prix des légumes frais et des fruits frais (respectivement 6,3 % et 0,6 % en août). En septembre, la hausse des prix des fruits s'accentue (7,2 %), tout comme celle des légumes (6 %).

Les services : un poids lourd qui grève le niveau général des prix

Avec l'alimentation, le secteur des services porte la contribution la plus forte à la hausse moyenne des prix en Martinique. Elle résulte de l'addition des hausses saisonnières dans l'hébergement, de la revalorisation en début d'exercice des tarifs postaux et de la versatilité des prix des services de transports aériens.

Les variations affichent de fortes amplitudes, mais, en moyenne, les baisses de tarifs n'ont pas compensé les hausses. En fin d'exercice, les prix des services ont augmenté de 0,7 % en glissement annuel. En moyenne annuelle les prix des services sont supérieurs de 0,6 % à ceux de 2015.

Les produits manufacturés sont en repli sur une année

Comme en 2015, les évolutions de prix des produits manufacturés demeurent raisonnables. L'exercice 2016 s'est en effet caractérisé par une tendance à la baisse au second semestre, qui a contrecarré les légères hausses enregistrées de février à juin.

L'impact des soldes a été ponctuellement prépondérant sur les prix de l'habillement et des chaussures. Ceux de janvier ont permis une baisse de 6,6 % qui a été contrecarrée par une hausse en mars, à un niveau presque similaire (6 %). Une configuration analogue s'est observée en novembre : les soldes de fin d'année ont généré une baisse de 5,5 % qui a été annulée dès le mois suivant (+ 5,2 %).

Toutefois, en fin d'exercice et en moyenne annuelle, le poste habillement et chaussures affiche un repli de 3,2 %. Il est comparable à la baisse des prix des produits de santé qui reculent en moyenne de 3,3 %.

Pour en savoir plus

Indice des prix à la consommation de Martinique : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg id=23&ref id=24156

1 Chiffres clés

Indice des prix à la consommation de la Martinique en 2016 (Indice, base 100 en 2015 et %)

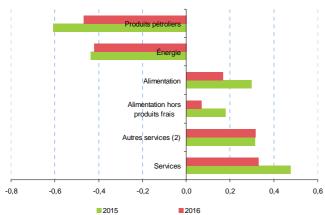
Regroupements	Pondérations	Indices moyens	Indices moyens	Variation	Contributions à la hausse
	2015	2015	2016	2015/2016	des prix en 2016
Alimentation	1 780	100	101,3	1,3	0,2
Produits Frais	179	100	105,5	5,5	0,1
Alimentation hors produits frais	1 601	100	100,4	0,4	0,1
Tabac	116	100	100,9	0,9	0,0
Produits manufacturés	2 871	100	99,0	-1,0	-0,3
Habillement et chaussures	483	100	96,8	-3,2	-0,2
Produits de santé	463	100	96,7	-3,3	-0,2
Autres produits manufacturés	1 925	100	99,9	-0,1	0,0
Energie	791	100	94,7	-5,3	-0,4
Produits pétroliers	592	100	92,1	-7,9	-0,5
Services	4 442	100	100,6	0,6	0,3
Loyers et services rattachés (1)	904	100	100,1	0,1	0,0
Services de santé	657	100	101,8	1,8	0,1
Services de transports	163	100	92,8	-7,2	-0,1
Services de communications	425	100	100,0	0,0	0,0
Autres services (2)	2 293	100	101,4	1,4	0,3
Ensemble	10 000	100	99,8	-0,2	-0,2

⁽¹⁾ Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

2 Les produits pétroliers et l'énergie favorisent encore la baisse

Contributions des postes à l'évolution générale des prix en nombre de points

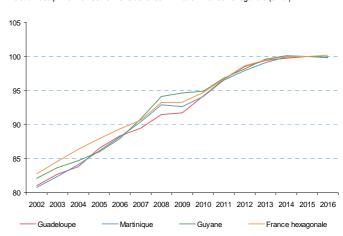


(2) Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

services financiers...
Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

3 En moyenne, une relative stabilité des prix

Evolution des prix entre 2002 et 2016 dans les DFA et en France hexagonale (en %)



Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

⁽²⁾ Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Épargne-Crédit

L'activité financière demeure bien orientée en 2016

L'amélioration de l'activité financière observée en Martinique en 2015 se confirme en 2016. Dans un contexte économique relativement stable, la distribution de crédits affiche une nouvelle progression, à la fois pour les entreprises et pour les ménages. L'activité de collecte s'inscrit également en hausse, les agents continuant de privilégier les dépôts à vue, et, dans une moindre mesure, l'assurance-vie. Dans ces conditions, le besoin de financement de la place martiniquaise reste stable à deux milliards d'euros.

Evie Coyan, ledom

Des encours de crédits qui progressent

En hausse de 3,4 %, l'encours sain¹ de crédits à la clientèle s'établit à 8,9 milliards d'euros en Martinique. Presque toutes les catégories d'agents économiques contribuent à cette évolution.

Les entreprises s'avèrent particulièrement dynamiques, avec un encours de crédits en progression de $5,0\,\%$ en 2016 contre $+\,2,4\,\%$ en 2015. Ce sont principalement les crédits à l'investissement qui augmentent $(+\,8,8\,\%)$, ainsi que les importations de biens d'investissement $(+\,8,4\,\%)$. Les crédits immobiliers enregistrent une hausse plus modérée $(+\,2,0\,\%)$, tandis que les crédits d'exploitation demeurent stables $(+\,0,2\,\%)$.

Les ménages participent également à la croissance de l'encours sain, bien que leurs crédits progressent plus faiblement en 2016 (+ 3,4 %) qu'en 2015 (+ 6,7 %), en lien avec une perte de vigueur des crédits à l'habitat (+ 2,3 % en 2016 contre + 5,6 % en 2015). À l'inverse, les crédits à la consommation affichent une hausse conséquente (+ 6,6 %), confirmant le

rebond constaté en 2015 suite à plusieurs années de stagnation, voire de repli. Plusieurs indicateurs témoignent de cette évolution, parmi lesquels l'amélioration significative des immatriculations de véhicules particuliers neufs (+ 9,8 %).

Pour leur part, les collectivités locales enregistrent une contraction de leur encours de crédits (–1,6 % en 2016 contre + 11,1 % en 2015). Toutefois, que ce recul est uniquement imputable aux crédits d'exploitation (–61,5 %), alors que les crédits à l'investissement s'inscrivent en légère hausse (+0,9 %).

Un portefeuille de meilleure qualité

Atteignant 0,6 milliard d'euros, l'encours douteux² diminue pour la deuxième année consécutive (-2,1 % en 2016 contre -2,9 % en 2015). Le taux de créances douteuses s'améliore à 6,0 % (-0,3 point), soit le plus bas niveau constaté depuis 2008. En conséquence, les provisions affichent un nouveau retrait (-3,6 %), portant le taux de provisionnement³ à 50,7 % (-0,8 point).

Une collecte bien orientée

Le montant des actifs financiers poursuit sa progression en 2016 (+ 3,6 % en 2016 contre + 4,2 % en 2015) pour s'établir à 7,4 milliards d'euros. Les principaux détenteurs restent les ménages, avec 70,2 % des dépôts.

La prédilection des agents pour les dépôts à vue, constatée en 2015, se confirme en 2016. Les dépôts à vue enregistrent une hausse de 11,7 %, alors que les placements liquides ou à court terme (incluant notamment les comptes d'épargne et les dépôts à terme) reculent de 4,1 %, en lien avec la baisse des taux d'intérêts qui a défavorablement impacté le rendement de ces produits.

L'épargne à long terme conserve un peu de vigueur (+ 2,8 %), soutenue par l'assurance-vie (+ 3,0 %) qui demeure l'un des placements préférés des agents.

Pour en savoir plus

Toutes les publications de l'IEDOM sont disponibles gratuitement sur son site internet : http://www.iedom.fr/martinique/publications

¹ Encours de crédits pour lesquels il n'a pas été identifié de risque avéré de non remboursement.

² Encours de crédits pour lesquels il existe un risque de perte financière, liée au non remboursement dans les conditions prévues.

³ Part des créances douteuses ayant fait l'objet de provisions de la part des établissements bancaires, de manière à les prémunir du risque de crédit.

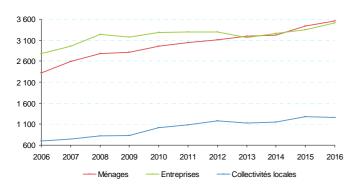
1 Chiffres clés

		Valeur 2016 (en milliards d'euros)	Évolution 2016/2015 (en %)
Crédits sains		8,9	+ 3,4
	Dont ménages	3,6	+ 3,4
	Dont entreprises	3,5	+ 5,0
	Dont collectivités	1,3	- 1,6
Crédits douteux		0,6	- 2,1
Actifs financiers		7,4	+ 3,6
	Dont dépôts à vue	2,8	+ 11,7
Dont placements liquides ou à court terme		2,2	- 4,1
	Dont épargne à long terme	2,4	+ 2,8

Source : ledom, Surfi.

2 Le financement des ménages et des entreprises reste dynamique

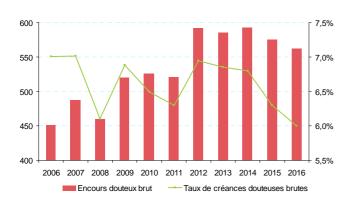
Evolution des encours sains de crédits (en millier d'euros)



Source : IEDOM - Surfi.

4 La part de l'encours douteux diminue

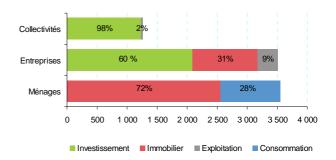
Évolution des créances douteuses brutes (en millier d'euros)



Source : ledom, Surfi.

3 Les crédits à moyen long terme sont prépondérants

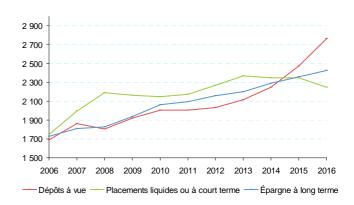
Répartition des crédits par nature (en millier d'euros et %) (au 31/12/2016)



Source: IEDOM - Surfi.

5 La hausse des actifs financiers est particulièrement soutenue par les dépôts à vue

Évolution des actifs financiers (en millier d'euros)



Source : ledom, Surfi.

Démographie d'entreprises

Les créations d'entreprises augmentent pour la deuxième année consécutive

En 2016, pour la deuxième année consécutive, les créations d'entreprises martiniquaises augmentent (+ 2,6 %) après quatre années de baisse. La diminution des créations d'entreprises individuelles est compensée par la hausse des créations de sociétés. Les créations d'entreprises augmentent notamment dans le transport, commerce et restauration ainsi que les services aux entreprises.

Marion Lauvaux, Insee

En Martinique, en 2016, le tissu économique s'enrichit de 3 209 nouvelles entreprises. La progression des créations d'entreprises (+ 2,6 %) n'est pas aussi forte qu'au niveau national (+ 5,6 %) mais reste la plus élevée des trois Départements Français d'Amérique (DFA): elles progressent plus lentement en Guadeloupe (+ 0,4 %) et diminuent encore en Guyane (- 6,5 %). Les créations de sociétés soutiennent la hausse en Martinique, elles augmentent de 10,8 % par rapport à 2015, alors que les entreprises individuelles sont en baisse.

La forme sociétaire attire les créateurs

Avec 1 605 immatriculations en 2016, les créateurs sont de plus en plus nombreux à choisir la forme sociétaire pour fonder leur entreprise. Les sociétés représentent maintenant la moitié des créations, soit 3,6 points de plus qu'en 2015.

Le nombre de créations d'entreprises individuelles (hors micro-entreprises) baisse de 4,1 % après la hausse de 2015 (+9,9 %). De même, le nombre de créations de micro-entreprises ne cesse de se contracter. Par rapport à 2009, année de la mise en place du dispositif, les nouveaux micro-entrepreneurs sont beaucoup moins nombreux : leur nombre a été divisé par trois en six ans, pour n'afficher, en 2016, que 683 entreprises

nouvelles. Comme dans les autres DFA, le statut de micro-entrepreneur semble être devenu moins séduisant après la mise en œuvre de nouvelles dispositions réglementaires.

Le « commerce, transports, hébergement et restauration » et les services aux entreprises : secteurs dynamiques

En 2016, les créations d'entreprises augmentent dans les secteurs du « commerce, transports, hébergement et restauration » (+ 4,9 %) et dans le secteur « services aux entreprises » (+ 4,7 %).La forme sociétaire est celle qui dynamise ces secteurs: + 14,3 % pour le « commerce, transports, hébergement et restauration » et +15,4 % pour les services aux entreprises. De plus, les services aux entreprises voient leurs créations de micro-entreprises augmenter de 5,6 %. À eux deux, ces secteurs pèsent pour près des deux tiers des créations d'entreprises.

L'année 2016 confirme le dynamisme de l'entrepreneuriat martiniquais. Les secteurs de l'industrie (-3,8%), de la construction (-0,5%) et des services aux particuliers (-0,3%) sont en repli. L'industrie et la construction sont très fortement touchées par la chute des

créations de micro-entreprises. La construction connaît pourtant un regain des créations d'entreprises individuelles (+ 17,3 %) mais qui ne permet pas de compenser la baisse des autres formes.

En 2013, la micro-entreprise était privilégiée par un tiers des créateurs de ces secteurs d'activité alors qu'aujourd'hui, moins de 10 % choisissent ce statut. En Guyane, on rencontre le même phénomène, plus prononcé : les créateurs d'entreprise de l'industrie et de la construction ont complètement abandonné ce statut.

Les services aux particuliers sont aussi en retrait avec une diminution de 0,3 % des créations par rapport à 2015. La forme sociétaire en augmentation (+ 8,9 %) ne compense pas la régression dans les autres statuts.

Depuis cinq ans, les défaillances d'entreprises sont en diminution. En 2016, 375 entreprises font l'objet de liquidation, contre 400 en 2015 et 429 en 2014. Les défaillances ne recouvrent pas l'ensemble des cessations d'activité des entreprises.

Pour faire l'objet d'une procédure judiciaire, l'entreprise doit avoir des actifs comme des moyens de production ou des salariés.

1 Chiffre clés de la création d'entreprises

(en % et en nombre)

	Sociétés	individuelles hors auto-entreprises	Régime micro- entrepreneur	Enser	mble
				Créations en	Évolution
		Évolution 2016/2015	i	2016	2016/2015
Martinique	10,8	-4,0	-5,1	3 209	2,6
France métropolitaine	9,8	10,3	-0,1	538 338	5,6

Note: données brutes.

Champ: ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

2 Démographie des entreprises

(en % et en nombre)

	industrie	Construction	Hébergement et Restauration	entreprises	particuliers	Ense	mble
			Évolution 2016/201	5		Créations en 2016	Évolution 2016/2015
	2,8	,-	14,3	-,	-,-	1 605	,-
10	5.1	7.0	9.0	10.7	11 1	182 366	۵

		Evolu	tion 2016/2015			en 2016 2	016/2015
Créations de sociétés							
Martinique	2,8	-1,9	14,3	15,4	8,9	1 605	10,8
France métropolitaine	5,1	7,8	9,9	10,7	11,1	182 366	9,8
Créations d'entreprises indi	viduelles, hors	s micro-entrepre	neurs				
Martinique	-1,9	17,3	-0,6	-20,1	-4,8	921	-4,0
France métropolitaine	14,8	3,7	13,4	19,9	2,8	136 022	10,3
Demandes de création d'ent	reprises sous	régime de micro	-entrepreneur				
Martinique	-37,5	-35,4	-13,5	5,6	-1,6	683	-5,1
France métropolitaine	-9,7	-22,2	5,9	2,5	1,0	219 950	-0,1

Transports,

Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

3 Défaillances d'entreprises

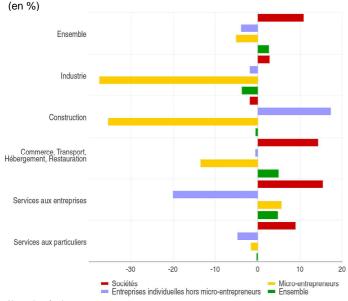
(en nombre et en %)

	Défaillances 2016	Évolution 2016/2015
Martinique	375	-6,3
France métropolitaine	56 675	-8,1

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 14/3/17).

4 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2015 et 2016 en Martinique

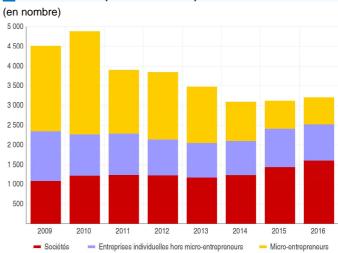


Note : données brutes.

Champ: ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

5 Créations d'entreprises en Martinique



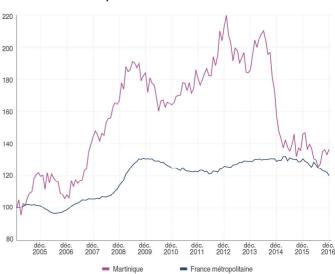
Note : nombre de créations brutes.

Champ: ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

6 Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Martinique

En indice base 100 en janvier 2005



Note : données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 11/03/16).

Agriculture

Une année en demi-teinte marquée par les mauvaises conditions climatiques

La tempête Matthew aura eu un impact dramatique sur l'exportation de bananes et, dans une moindre mesure, sur les fruits et légumes (sols asphyxiants). Les conditions climatiques de l'année 2016 (et de la fin d'année 2015) ont également impacté la teneur en sucre de la canne, ainsi que les productions de fruits et de légumes. La production hors-sol de porcs et de volailles, la moins dépendante du milieu, tire ainsi le mieux son épingle du jeu.

Jean-Pierre Devin, DAAF Martinique

Une embellie de la banane terrassée par Matthew

L'année 2016 s'annonçait particulièrement prometteuse en termes de production : les livraisons du premier semestre laissaient entrevoir un résultat supérieur de 7 % par rapport à celui de 2015 et le maintien des cours à un niveau favorable devait faire de 2016 un excellent millésime. Mais les dégâts causés par la tempête Matthew ont fortement impacté les livraisons du dernier trimestre (–56 % par rapport à 2015). Sur l'année, la production a ainsi diminué de 9,8 % par rapport à 2015. Les cours favorables à la banane ont cependant, permis de limiter la perte en valeur (–6,2 %).

Une production de canne en hausse, mais des teneurs en sucre trop faibles

La chute du rendement observé depuis le début des années 2010 jusqu'en 2014 semble jugulée, notamment du fait des efforts de replantation consentis par les producteurs. Le rendement moyen de 58,8 tonnes/ha observé en 2016 confirme cette évolution favorable (+7,6 % par rapport à 2015). Néanmoins, la teneur en sucre, autre composante essentielle du revenu de cette activité a diminué de plus de 15 % par rapport à l'année passée.

Cependant, cette qualité moindre n'a pas eu d'incidence sur la production de rhum qui affiche 3 % de hausse par rapport à l'année précédente. Cette proportion répond à un marché toujours porteur. À l'inverse, la production de sucre accuse une baisse de 20 % par rapport à 2015. La filière sucre est confrontée aux difficultés rencontrées par l'usine du Galion, qui n'utilise pas pleinement ses capacités de raffinage.

Les productions locales de porcs et de volailles augmentent

Les importations sont en légère diminution pour l'année 2016, notamment pour le porc et les volailles (respectivement -3.8% et -1.5% par rapport à 2015). La production

pour les filières hors-sol a parallèlement augmenté dans des proportions analogues (+ 3,9 % pour le porc et + 1,7 % pour les volailles) témoignant ainsi d'une évolution favorable dans un contexte ou le niveau des importations demeure important. Toutefois, la production des ovins-caprins affiche une baisse conséquente de près de 13 %. Les importations suivent la même tendance avec une diminution de 17 %.

Fruits et légumes : une production en baisse, à l'exception des tubercules

Les données recueillies auprès des organisations de producteurs montrent que la production de tubercules (dachine, igname) présente une hausse importante en 2016, de plus de 61 % par rapport à l'année précédente. La production de fruits et légumes diminue sensiblement de 8 %. Cette baisse s'explique par la chute de la production de tomates et melons qui comptent pourtant parmi les produits phares de la filière de diversification.

1 Chiffres clés

			Variation 2016/2015
	2015	2016	en %
Production commercialisée de bananes (en tonnes)	199 242	200 928	0,8
Cannes broyées (en tonnes)	207 507	225 951	8,9
Sucreries	46 605	49 081	5,3
Distilleries	160 902	176 870	9,9
Production animale (en tonnes)	3 646	4 024	10,4
Volailles	1 465	1 903	29,9
Porcins	1 080	1 122	3,9
Bovins	1 101	1 000	-9,1

Sources : DAAF - CTCS - Abattoir BôKaïl - SEMAM.

2 Les exportations diminuent

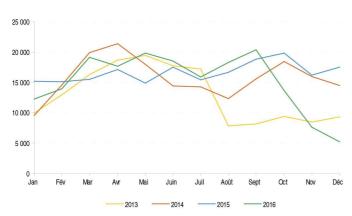
Évolution de la production de bananes entre 2015 et 2016 (en tonnes) et du prix payé au producteur (en €/kg)

			Variation 2016/2015
	2015	2016	en %
Exportations (tonnes)	196 405	177 239	-9,8
Marché local (tonnes)	2 837	2 690	-5,2
Production commercialisée (en tonnes)	199 242	179 929	-9,7
Prix moyen payé au producteur (€/Kg)	0,60	0,62	3,3
Prix moyen local (€/Kg)	0,42	0,42	0,0

Source : DAAF.

3 Les exportations diminuent au dernier trimestre 2016

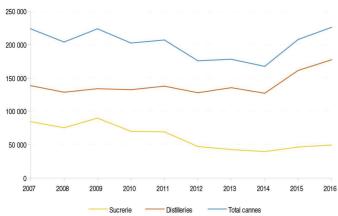
Exportations mensuelles de banane martiniquaise vers l'Union Européenne



Source : CIRAD.

4 La production de canne en hausse en 2016

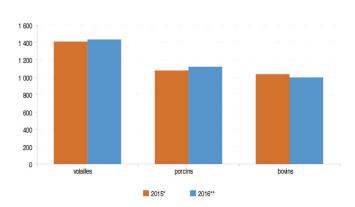
Évolution des livraisons de canne suivant leur destination de 2007 à 2016 (en tonnes)



Sources: DAAF - CTCS.

5 Les productions locales de porcs et de volailles en augmentation

Évolution en volume des abattages animaux entre 2015 et 2016 (en tonnes)

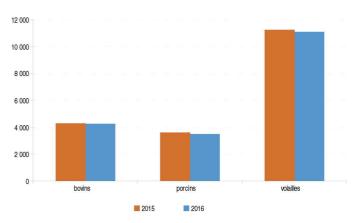


* Données définitives au 31/12/2016

** Données provisoires au 31/03/2017 Sources : DAAF - abattoir BôKaïl - SEMAM.

6 Les importations diminuent en 2016

Évolution des importations de bovins, porcins et volaillles en volume (en tonnes)



Source: Douanes.

Construction

Diminution des autorisations de construire en 2016

En 2016, le nombre de logements autorisés à la construction en Martinique, chute de 27 % par rapport à 2015, tandis que le nombre de logements autorisés en France (hors Mayotte) augmente de 14 %. Parmi les 2 540 projets de construction autorisés en 2016, 61,8 % sont des logements individuels et 38,2 % des logements collectifs (y compris des logements en résidence). Entre 2016 et 2015, les autorisations de maisons individuelles restent stables (+ 0,8 %) tandis que le collectif régresse fortement de 51 %.

Émilie Aubert, DEAL Martinique - SCPDT - Pôle Connaissance

Au cours des cinq dernières années, les logements individuels représentent 47 % des autorisations délivrées et les logements collectifs 53 % (y compris les logements en résidence).

Durant cette dernière période, les projets ont diminué de 12 % pour atteindre 15 700 autorisations de construire délivrées sur la Martinique, soit 3 140 autorisations de logements en moyenne par an (1 480 autorisations pour des maisons individuelles, 1 660 autorisations pour des appartements et logements en résidence).

La proportion de logements collectifs, particulièrement faible il y a dix ans (un tiers) s'est accrue fortement sur les cinq dernières années (53 %).

Chute des projets de construction pour la CACEM

En 2016, sur le territoire de la Martinique, les mises en chantier de logements représentent 2 500 logements, soit une diminution de seulement 4 % par rapport à 2015. Les logements individuels représentent 47 % et leur part augmente de 23 % par rapport aux logements collectifs (– 20 %) qui atteignent 53 % des mises en chantier en 2016.

De façon générale, les autorisations de construire ont chuté sur tout le territoire de la Martinique mais plus particulièrement dans le centre.

La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) concentre 47 % des autorisations, en diminution de 33 % par rapport à 2015.

La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) qui attirait 27 % des réalisations en 2015, voit sa part augmenter de quatre points pour représenter en 2016, 31 % des projets autorisés.

Parallèlement, la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord Martinique) reste stable avec 22 % des autorisations de construire. Fort-de-France rassemble cependant toujours le plus grand nombre d'autorisations de construire (dont 89 % de collectif), devant les villes de Sainte-Marie et de Schoelcher. Ces trois communes regroupent à elles seules plus de 40 % des projets de construction en 2016.

Les surfaces de plancher estimées diminuent également

En 2016, 204 551 m² de surfaces de plancher de logements sont enregistrées dans le département, une superficie en baisse de 19 % par rapport à 2015.

Ceci corrobore la diminution du nombre de logements autorisés sur l'année 2016.

Le parc de logement social

Au 1er janvier 2016, le parc locatif des bailleurs sociaux compte 30 859 logements en Martinique, en progression de 2,7 % sur un an soit 799 logements supplémentaires. En 2015, 681 logements ont été mis en

En 2015, 681 logements ont été mis en service, soit une progression de 39 % par rapport à 2014 et 100 % d'entre eux sont neufs.

En 2016, 1 094 logements (LLS et LLTS) ont été financés et 525 logements ont été mis en chantier, parmi lesquels 371 logements locatifs sociaux (LLS) et 154 logements locatifs très sociaux (LLTS). Le nombre de livraisons varie d'une année à l'autre selon des délais de réalisations des opérations mais sur les trois dernières années, ces livraisons atteignent environ 600 LLS-LLTS par an en moyenne et atteignent les objectifs fixés en conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement. Par ailleurs, en 2016, 1 094 logements LLS-LLTS ont été financés avec une enveloppe LBU équivalente à celle de 2015 soit 407 LLS-LLTS supplémentaires grâce au travail d'ingénierie financière et aux efforts fournis par les organismes de logements locatifs sociaux, la Préfecture, les différents financeurs et la DEAL.

Le financement du logement social

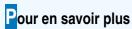
Le financement du logement social est organisé autour de la ligne budgétaire unique (LBU) fongible, faisant l'objet d'une programmation pluriannuelle.

Elle est gérée par le ministère de l'Outre-Mer, la Préfecture et la DEAL en assurent localement la gestion. Ces crédits d'engagement et de paiement portent sur les aides à la pierre pour la réalisation de logements locatifs sociaux (LLS) et logement locatif très sociaux (LLTS), l'accession sociale à la propriété (L.E.S), l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants (A.A.H), le confortement parasismique des logements locatifs sociaux, ainsi que sur la lutte contre l'habitat insalubre (RHI) et le FRAFU (Fonds régional d'aménagement foncier et urbain) pour l'aménagement et l'équipement des terrains. Par ailleurs, la « loi de développement économique pour l'Outre-mer (LODEOM) » permet de mobiliser la défiscalisation immobilière et le crédit d'impôt au profit des opérations de logement social, en complément des crédits de la LBU.

La construction et la gestion des logements sociaux sont assurées par les trois sociétés d'HLM présentes dans le département depuis plus de quarante années (OZANAM,SIMAR, SMHLM) ainsi que par deux sociétés implantées plus récemment (SEMAG, SEMSAMAR).

En 2016, 2 580 logements sociaux ont été financés pour une dotation globale de 41,5 millions d'euros, dont 37 millions d'euros pour le logement (constructions neuves, amélioration de l'habitat, foncier aménagé).

L'effort budgétaire pour le financement se porte à 18,19 millions pour les constructions neuves et le programme d'amélioration de l'habitat atteint 13,14 millions.



DEAL Martinique - SCPDT - Pôle Connaissance - Émilie AUBERT: www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/statistiques

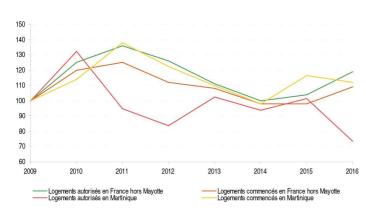
1 Chiffres clés du logement

			Evolution
	2015	2016	2016/2015 en %
Nombre estimé d'autorisations de construire	3 503	2 537	-27,58
dont logements individuels	1 555	1 568	0,84
dont logements collectifs/résidence	1 948	969	-50,26

Source: SoeS, Sitadel, Estimations à fin mars 2017.

2 Baisse des logements autorisés en Martinique

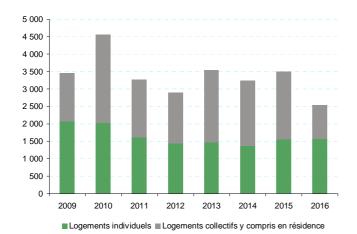
Répartition des logements autorisés selon le type de construction (indice base 100 en 2009)



Source: SoeS, Sitadel, Estimations à fin mars 2017.

3 Des logements collectifs moins nombreux

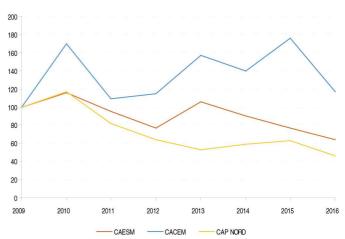
Répartition des logements autorisés selon le type de construction (en nombre)



Source : SoeS, Sitadel, Estimations à fin mars 2017.

4 La CACEM enregistre la plus forte baisse

Évolution de la construction de logement par EPCI (indice base 100 en 2009)



Source: SoeS, Sitadel, Estimations à fin mars 2017.

Note:

Les estimations de logements autorisés en date réelle fournissent par anticipation les niveaux d'autorisation à la date de l'événement. Les estimations de logements mis en chantier corrigent le défaut d'exhaustivité observé dans la remontée des annulations et des déclarations d'ouverture de chantier.

Les « Logements en résidence » se caractérisent par la fourniture de services individualisés : de loisirs, de restauration, de soins ou autres, en sus du gîte.

Depuis janvier 2015, de nouveaux indicateurs visant à retracer les autorisations et les mises en chantier à leur date réelle sont diffusés. Ces nouvelles séries améliorent le diagnostic conjoncturel produit à partir de la base Sit@del2, en corrigeant notamment les éventuels défauts de collecte. Pour plus d'informations, consulter le site internet du SoeS : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

Transport maritime

L'activité portuaire est en demi-teinte

Après deux années exceptionnelles tant pour le secteur marchandises que pour le secteur passagers, l'activité portuaire de Martinique subit un fléchissement notable sur les tonnages de marchandises (en vrac ou en conteneur), mais maintient sa croissance pour les activités de passagers grâce à la croisière.

Jean-Michel Vion, Grand Port Maritime de la Martinique

Le tonnage de marchandises en baisse

Avec un total annuel de 3,13 Mt, le tonnage de marchandises baisse de 8 %, tant en tonnage de vracs (– 9 %) qu'en tonnage de marchandises diverses (– 6 %). Ce chiffre place 2016 autour de la moyenne des dix dernières années.

Après une année historique à plus de 1,64 Mt, les vracs pétroliers sont en baisse de près de 10 %. C'est le reflet d'une activité moyenne pour la raffinerie de Californie (SARA) : moins d'import de pétrole brut (huit tankers au lieu de neuf), mais surtout moins d'export de produits raffinés vers les autres Départements Français d'Amérique (– 130 000 t).

Cependant, le chiffre global reste dans la moyenne des cinq dernières années et, notamment, grâce à l'import de fuel pour la centrale EDF de Bellefontaine (+ 7 %).

Les vracs solides quant à eux sont en baisse de 7 %, entièrement dû au clinker (ciment brut) qui chute de 11 %, en partie en lien avec la fin des grands travaux du Transport Collectif en Site Propre (TCSP). La baisse globale pour l'ensemble des vracs liquides et solides est de 9 %.

Le tonnage des marchandises diverses est en baisse de 6 %, entraîné par la baisse du tonnage du trafic de conteneurs en transbordement qui avait disparu depuis le second semestre 2015 et n'est revenu qu'à partir de mai 2016, mais à un niveau plus modeste qu'antérieurement.

La tempête Matthew a, par ailleurs, contribué à la baisse de l'export de bananes pour environ 20 000 tonnes. Cependant, la performance des véhicules à l'import (+6%) confirme la forte progression constatée depuis 2013, ainsi que la progression du trafic ro-ro inter-îles (+5%).

Le trafic de conteneurs continue sa

Le nombre total de conteneurs (en EVP) est en baisse de 3,6 %. Cette baisse significative est liée à l'absence de trafic de transbordement jusqu'à mai et à une timide reprise par la suite. Le trafic de transbordement passe sous la barre des 10 000 VP (– 7 300 EVP), chiffre le plus bas après 2008 sur les dix dernières années.

Cependant, le trafic domestique progresse légèrement (environ 1 500 EVP malgré la perte de 1 800 EVP de bananes à la suite de la tempête Matthew), ce qui a permis d'obtenir un niveau de trafic un peu supérieur à 153 000 EVP en troisième position sur les dix dernières années.

Le secteur de la croisière continue sa progression spectaculaire

Le nombre d'escales passe de 170 à 189 (+11%) et le nombre de passagers (mouvements d'entrées et de sorties*) passe de 545 000 à 654 000 (+ 20 %). En simple décompte (individus), il passe de 307 000 à 377 000 passagers. Il retrouve ainsi des niveaux comparables à ceux de la période faste des années 90 (autour de 400 000 pax). Le record concerne le nombre de passagers de la croisière dite « basée » (passagers embarquant à Fortde-France pour leur croisière): 104 300 passagers embarquant ou débarquant (+ 53 %), grâce essentiellement aux compagnies Costa et MSC (49 % des escales basées, mais 87 % des passagers basés).

À l'inverse, le trafic de passagers interîles est en perte de vitesse avec – 14 000 passagers (– 12 %), bien qu'en forte croissance en termes d'escales (+ 24 %). La venue d'une nouvelle compagnie (depuis août 2015), exploitant une ligne entre Fort-de-France et Sainte-Lucie et ne représentant que 8 % du trafic, n'a pas permis de compenser le fort recul enregistré par l'Express des îles (environ – 20 000 pax, soit – 18 %), impacté également par la concurrence aérienne entre la Martinique et la Guadeloupe.

Le nombre d'escales de navires de commerce progresse

Le nombre d'escales de navires de commerce est en forte progression, passant de 1 506 à 1 614 (+ 7,2 %), non seulement sur la croisière (11 %) et l'inter-îles (27 %), mais également sur le secteur marchandises (10 %) grâce notamment au ro-ro inter-îles des escales (doublement depuis juillet). Les escales « autres » représentent de petits navires échangeant des marchandises en petites quantités (fruits, poissons) et dénommés Pour des « pacotilleurs ». raisons réglementaires, ils sont en régression.

En définitive, l'année 2016 est un millésime au bilan contrasté avec des résultats moyens en termes de tonnages de marchandises et de conteneurs, mais des records pour le nombre total d'escales, les activités de ro-ro (véhicules et inter-îles) et surtout pour l'activité de croisière qui poursuit sa forte croissance.

Pour en savoir plus

Le Grand Port Maritime de la Martinique : http://www.martinique.port.fr/

*NDR: il s'agit de mouvements de passagers, et non pas d'individus, c'est-à-dire que les passagers en escale sont comptabilisés au débarquement puis au retour sur le navire.

1 Chiffres clés

	2015	2016	Evolution 2016/2015 (en %)
Marchandise totale en tonnes	3 405 315	3 133 115	-8,0
Nombre de passagers	661 858	756 600	14,3
dont croisière basée au port	68 253	104 295	52,8

Source: Grand port maritime de la Martinique, mars 2017.

2 Le trafic domestique progresse légèrement

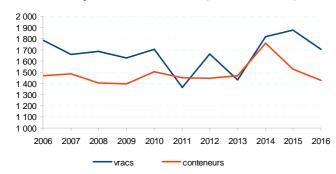
Évolution du trafic de conteneurs en EVP



Source: Grand port maritime de la Martinique, mars 2017.

3 Le tonnage en vrac baisse

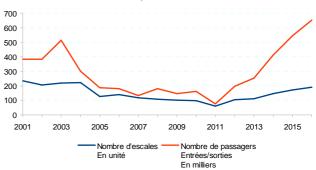
Évolution du tonnage en vracs et en conteneurs (en milliers de tonnes)



Source : Grand port maritime de la Martinique, mars 2017.

4 La croisière se porte bien

Évolution de la croisière en Martinique



Source: Grand port maritime de la Martinique, mars 2017.

5 La Martinique s'affirme comme une escale caraïbe de la Croisière

Évolution de la fréquentation portuaire (en nombre et en pourcentage)

	2015	2016	Evolution 2015/2014 (en %)
Nombre de passagers (en pax)	661 858	756 600	14,3
Croisière transit*	477 186	549 802	15,2
Croisière basée au port	68 253	104 295	52,8
Total Croisière	545 439	654 097	19,9
Inter-îles	116 419	102 503	-12,0
Nombre d'escales	1 506	1 614	7,2
Marchandises	600	662	10,3
Croisières	170	189	11,2
Inter-îles de passagers	493	625	26,8
Autres	243	138	-43,2

* passagers croisière en transit (excursionnistes) comptés 2 fois (au débarquement et à l'embarquement), conformément au référentiel technique annexé à l'arrêté ministériel du 24 octobre 2012 et relatif à l'élaboration et à la transmission des statistiques portuaires.

Source : Grand port maritime de la Martinique, mars 2017.

6 Une activité portuaire toujours en baisse

Évolution du transit portuaire en Martinique (en milliers de tonnes et pourcentage)

							Evolution
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2016/2015
Total liquides + solides en vrac	1 363 775	1 664 548	1 430 893	1 816 861	1 879 281	1 703 673	-9,3
Liquides en vrac	1 162 396	1 455 742	1 213 036	1 577 152	1 643 012	1 483 522	-9,7
Pétrole brut	551 543	699 252	477 319	636 962	709 022	626 680	-11,6
Produits pétroliers raffinés (1)	610 853	756 490	735 717	796 464	776 634	687 906	-11,4
Import EDF Bellefontaine				143 726	157 356	168 936	7,4
Solides en vrac	201 379	208 806	217 857	239 709	236 269	220 151	-6,8
Céréales	37 977	41 907	53 598	51 687	53 997	53 510	-0,9
Engrais	10 526	15 674	19 814	23 267	20 163	23 043	14,3
Clinker	152 876	151 225	137 671	143 116	147 987	131 397	-11,2
Autres solides en vracs	0	0	6 774	21 639	14 122	12 201	-13,6
Marchandises diverses	1 450 910	1 443 819	1 448 121	1 759 573	1 526 034	1 429 442	-6,3
Conteneurs	1 414 910	1 407 819	1 028 776	1 280 380	1 063 445	971 510	-8,6
Tares des conteneurs	nd	nd	292 484	339 700	312 494	301 614	-3,5
Véhicules automobiles	nd	nd	20 662	21 609	25 638	27 169	6,0
RO-RO (hors conteneurs)	nd	nd	81 630	77 678	82 519	86 939	5,4
Tares Ro-Ro et ferry	nd	nd	42 749	40 206	41 938	42 210	0,6
Total marchandises	2 814 685	3 108 367	2 879 014	3 576 434	3 405 315	3 133 115	-8,0

Source: Grand port maritime de la Martinique, mars 2017.

Transport aérien

2016, année du renouveau marquée par une forte croissance du trafic

En 2016, le trafic aérien affiche des résultats encourageants. Les mouvements d'avions commerciaux progressent de 4,3 % et le trafic passagers de 10,2 %. Les liaisons internationales continuent leur progression ; près de 37 % de hausse sont enregistrées sur ces liaisons. Ces résultats en forte augmentation ont pour principaux leviers, le développement des segments France, Guadeloupe et la dynamique insufflée sur les Etats-Unis, le Canada et l'Europe ou encore les nouvelles dessertes vers les marchés européens à fort potentiel comme l'Allemagne avec la compagnie CONDOR. Le fret commercial aérien est à la baisse (– 3,2 %), tandis que la Poste est en légère progression avec un taux de 1,8 %.

José JEAN-MARIE, SAMAC

Le flux de passagers : l'ensemble des destinations affiche une progression record

En 2016, l'Aéroport Martinique Aimé Césaire enregistre le meilleur résultat de trafic réalisé sur la plate-forme aéroportuaire depuis plus de 20 ans. Avec 9 % d'augmentation pour le seul mois de décembre 2016, les résultats toutes destinations confondues sont supérieurs de 10,2 % à ceux de l'année 2015, soit 1 801 083 passagers locaux transportés fin décembre 2016 contre 1 634 723 fin décembre 2015. Tous les mois de l'année 2016 sont en augmentation par rapport à 2015.

Le trafic national affiche une tendance haussière de 7,8 % sur un an. Ce faisceau de trafic comprend le régional national qui progresse de 15,6 %, porté d'une part, par les liaisons avec la Guadeloupe (+ 17,5 %) et d'autre part, par les liaisons avec la Guyane (+ 3,4 %). Les résultats observés sur le trafic à destination ou en provenance de la France hexagonale progressent de 4,3 %. Cette progression s'explique notamment par l'effet de la croisière « tête de ligne¹ » au cours du premier trimestre et au mois de décembre 2016, mais aussi par un contexte international tendu du fait des attentats qui écornent l'image de certaines du monde potentiellement concurrentes dans le domaine du tourisme.

Le renforcement de l'offre de croisière de la Mediterranean Shipping Company (MSC Croisières) au départ de Martinique influencent très positivement le trafic offrant ainsi à la destination Martinique une meilleure connectivité.

Le trafic international progresse de 37 %: il englobe une baisse de 4,7 % sur les liaisons avec la Caraïbe internationale et une hausse de 58,4 % sur les « autres aéroports ». La progression cumulée fin décembre 2016 provient des liaisons nouvelles avec l'Amérique du Nord (New-York, Boston et Washington) opérées par la compagnie NORWEGIAN AIR SHUTTLE depuis décembre 2015. Les rotations se sont poursuivies de janvier à début mai 2016 et ont repris en novembre 2016.

En outre, les échanges avec l'Amérique du Sud, plus exactement Sao Paulo au Brésil, accentuent leur progression. Le trafic a considérablement augmenté par rapport à 2015 (+607%). Enfin, la progression du trafic avec l'Europe (+658 %) résulte du développement du segment de la croisière « tête de ligne » avec des vols charters en provenance de Milan et Francfort. Ce faisceau bénéficie également de l'arrivée de la Compagnie aérienne CONDOR en novembre 2016 rotation hebdomadaire une (Francfort - Fort-de-France - Tobago) le dimanche pendant la haute saison avec

une offre estimée entre 3 000 et 6 000 sièges.

Les Mouvements commerciaux continuent leur progression

Les mouvements commerciaux progressent de 4,3 % entre 2015 et 2016. Les mouvements commerciaux internationaux augmentent de 3,0 %, alors que les mouvements commerciaux nationaux augmentent de 5 %.

Le Tonnage Atterri Décollé (TAD) progresse respectivement de 5,5 % sur le national, de 17,9 % sur l'international et de 750 % sur les vols européens. Le TAD commercial augmente de 7,9 % en valeur cumulée

Le Fret commercial aérien à la baisse

En valeur cumulée, le trafic Fret commercial est en régression de 3,0 % fin décembre 2016 par rapport à fin décembre 2015. Cette régression traduit une réalité contrastée, à savoir, une hausse de 5,5 % des importations et une baisse de 17,8 % des exportations.

Le trafic Poste est en progression de 1,9 % depuis le début de l'année, évolution principalement liée au développement des achats sur internet.

¹ Point de départ ou d'arrivée d'un navire de croisière

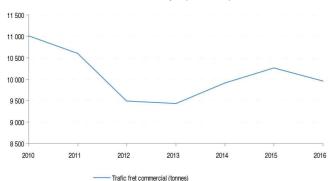
1 Chiffres clés

		Evolution
2015	2016	2016/2015 (%)
1 634 723	1 801 083	10,2
1 032 724	1 077 312	4,3
470 618	543 858	15,6
131 381	179 913	36,9
10 286	9 961	-3,2
2 907	2 960	1,8
	1 634 723 1 032 724 470 618 131 381 10 286	1 634 723 1 801 083 1 032 724 1 077 312 470 618 543 858 131 381 179 913 10 286 9 961

Source : SAMAC.

2 Le Fret commercial aérien est à la baisse

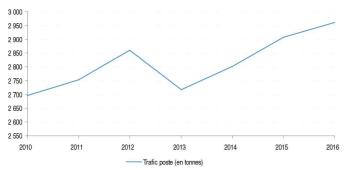
Évolution du fret commercial en Martinique (en tonnes)



Source : SAMAC.

3 Une évolution constante du trafic postal depuis 2013

Évolution du trafic de la poste en Martinique (en tonnes)



Source: SAMAC.

4 Nette augmentation du trafic passager sur le transatlantique

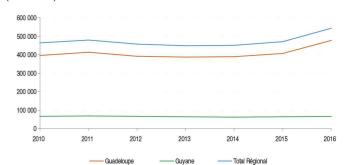
Évolution du trafic de passagers sur le transatlantique en Martinique (en nombre)



Source : SAMAC.

5 Forte évolution de la desserte avec la Guadeloupe

Passagers entre la Martinique et les Départements Français d'Amérique (en nombre)



Source : SAMAC.

6 Le trafic de passagers en forte augmentation

Évolution du trafic aéroportuaire en Martinique (nombre et %)

												Variation
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2016/2015 (%)
Mouvements d'avions commerciaux	23 871	24 086	22 824	20 473	20 692	21 501	19 814	19 590	19 512	20 397	21 282	4,34
Trafic de passagers (en milliers)	1 636	1 695	1 673	1 608	1 672	1 727	1 640	1 685	1 685	1 697	1 865	9,90
dont passagers locaux	1 542	1 603	1 572	1 496	1 557	1 621	1 566	1 624	1 625	1 635	1 801	10,18
dont passagers en transit	94	93	101	112	115	107	75	61	60	62	63	2,65
Trafic fret commercial (tonnes)	13 493	13 925	12 785	11 336	11 010	10 603	9 492	9 430	9 913	10 266	9 961	-2,96
Trafic poste (en tonnes)	2 236	2 240	2 315	2 712	2 697	2 753	2 861	2 717	2 802	2 907	2 960	1,85

Source : SAMAC.

Tourisme

La destination Martinique continue de séduire

Pour la cinquième année consécutive, le tourisme affiche en 2016 une croissance positive en Martinique (+ 9,3 %). Alors que la fréquentation des touristes de plaisance diminue (– 12,1 %), celles des croisiéristes et des touristes de séjour affichent des résultats particulièrement encourageants (respectivement + 16,1 % et + 6,6 %). Les stratégies mises en place pour promouvoir la destination Martinique ont permis de reconquérir les visiteurs touristiques. Les recettes touristiques progressent de 7,5 % comparativement à 2015.

Bruno Marques, Comité Martiniquais du Tourisme

Des touristes de séjour plus nombreux

Entre 2015 et 2016, la fréquentation touristique totale de la Martinique a augmenté de 9,3 %, pour atteindre 878 860 visiteurs touristiques. La hausse de 2016 est toujours portée par la clientèle de croisière et de séjour (respectivement 16,1 % et 6,6 %). Les efforts déployés pour promouvoir l'escale Martinique continuent à porter leurs fruits. Les autres excursionnistes, bien que moins nombreux, progressent fortement (+ 28 %).

Pour cette même période, les touristes (encadré) qui représentent 63 % de la fréquentation totale, progressent de 5,1 %. Cette augmentation s'explique par la progression des touristes de séjour (+6,6 %). La diminution du tourisme de plaisance (-12,1 %) a amoindri la performance annuelle. 2016 retrouve la moyenne des dix dernières années après une exceptionnelle année 2015 imputable en particulier à l'Ariane's cup.

La fréquentation touristique de séjour : une des meilleures années depuis une vingtaine d'années

En 2010, la fréquentation touristique de séjour franchit le « seuil » de 500 milliers de visiteurs, qu'elle n'avait plus atteint depuis 2006, l'année record étant l'année 1999 (564 303 touristes de séjours). En 1985, la Martinique recevait 159 milliers de visiteurs. Ainsi, au cours des 32 années passées, la fréquentation touristique a progressé de 3,89 % par an en moyenne.

Les recettes touristiques augmentent nettement

En 2016, la dépense directe globale des visiteurs touristiques, qui représente la

recette touristique directe de la Martinique, est évaluée à 330 millions d'euros. Elle progresse de 7,5 % par rapport à 2015. La recette touristique provient essentiellement des touristes de séjour qui dépensent 308,1 millions d'euros lors de leur séjour. Si les dépenses des croisiéristes affichent une progression entre ces deux années, celles des plaisanciers baissent.

Le tourisme en Martinique : une lecture par la théorie du cycle de vie de R. Butler

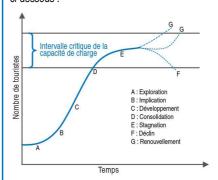
L'évolution de la fréquentation ne fut pas constante, mais marquée par une lente décroissance des taux de progression. Ainsi, le taux de croissance moyen annuel fut de 11 % entre 1985 et 1995, puis chuta à 0,6 % lors la décennie 1995-2005, pour de nouveau diminuer à 0,1 % l'an en moyenne entre 2005 et 2015.

À l'aune des quinquennats, la trajectoire de la fréquentation touristique en Martinique s'apparente fortement au schéma des travaux sur le cycle de vie d'une destination touristique de R. Butler¹:

- une période de « démarrage » avec de forts taux de croissance entre 1985 et 1995 (+ 12 % et + 10 %),
- suivie d'une étape de « consolidation » où la croissance annuelle moyenne, tout en demeurant positive, diminue fortement (+ 2,9 % l'an en moyenne entre 1995 et 2000),
- qui débouche sur la phase de « stagnation » alternant de faibles évolutions positive et négative, profilant sur une décennie un taux de croissance proche de 0.

Courbe de cycle de vie

Dans son article de 1980 (The concept of a tourist area life cycle, Canadian Geographer, 19(1), pp. 5-19), R. Butler affirme que le développement des destinations touristiques passe par cinq étapes, qui s'assimilent à une courbe de cycle de vie, que reproduit le schéma ci-dessous.



Étape A : l'exploration, où le nombre de touristes est faible et où il n'existe pas d'hébergement spécifique pour les touristes.

Étape B : l'implication, où l'augmentation du flux touristique fait émerger un embryon d'industrie touristique, essentiellement consacré à l'hébergement spécifiquement pour touristes.

Étape C : le développement, où il peut être considéré que la zone structure son économie autour du tourisme.

Étape D: la consolidation, où le nombre de visiteurs extérieurs est supérieur au nombre de résidents et où l'économie est dépendante de l'activité touristique.

Étape 5 : qui ouvre plusieurs possibilités :

- E: la stagnation, où le flux atteint son maximum, du fait de l'extinction de l'attractivité « naturelle » et par la limitation des facteurs de capacité.
- **F : le déclin**, où le flux touristique diminue par la concurrence des autres destinations et de la perte d'attractivité.
- G: le rajeunissement ou le renouvellement via l'accroissement de l'espace touristique ou par l'adjonction d'attractions nouvelles.

^{1.} Butler R.W., (1980), "The concept of a Tourist Area Cycle of Evolution: implications for management of resources", Canadian Geographer, 19,(1),pp. 5-12.

1 Chiffres de la clientèle touristique

La clientèle touristique de Martinique (en nombre)

	2015	2016	Evolution 2016/2015 en %
Fréquentation totale	789 456	878 860	9,3
Séjour	487 365	519 303	6,6
Croisière*	241 623	280 566	16,1

^{*} non compris croisiéristes inter-îles.

Source : CMT.

2 Baisse du tourisme de plaisance

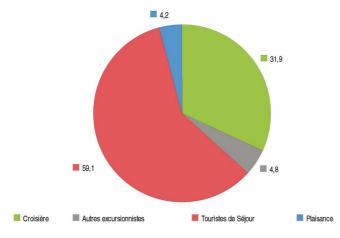
Fréquentation touristique (en nombre et en %)

	Fréquentation Touristique	Évolution 2016/2015
Total excursionnistes	322 502	17,5
Croisière	280 566	16,1
Autres excursionnistes	41 936	28
Total touristes	556 358	5,1
Touristes de Séjour	519 303	6,6
Plaisance	37 055	- 12,1
Total général	878 860	9,3

Source: CMT.

3 Les touristes de séjour sont majoritaires

Répartition des types de tourisme en Martinique (en %)



Source : CMT.

4 Des recettes qui proviennent essentiellement du tourisme de séjour

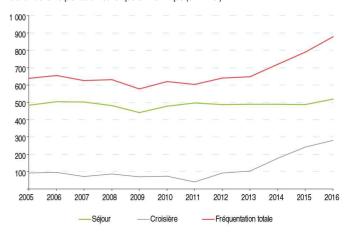
Recettes touristiques en 2016 (en million d'euros et en %)

	Montant (million d'euros)	Répartition (en %)	
Touristes de séjour	308,1	93,4	
Plaisance	10,3	3,1	
Croisière	11,3	3,4	
Total	329,7	100,0	

Source : CMT.

5 La croisière se porte bien

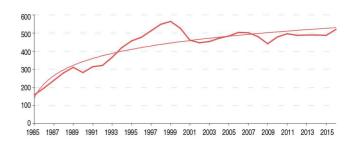
Évolution de la fréquentation touristique en Martinique (en millier)



Source : CMT.

6 La fréquentation touristique suit la courbe du cycle de vie de R. Butler

Évolution de la fréquentation touristique de séjour en Martinique de 1985 à 2016 (en millier)



Source : CMT.

7 Baisse des nuitées plus conséquente en Martinique

Nombre de nuitées dans les hôtels de Martinique et de l'Hexagone

	2016 (en milliers)	Évolution 2016/2015 (en %)
Martinique	1 194	- 2,4
France Métropolitaine	200 089	- 1,0

Source : Insee en partenariat avec DEG et les comités régionaux du tourisme (CRT).

Commerce extérieur

Recul des échanges commerciaux en valeur

Le commerce extérieur de la Martinique est en recul en 2016, après le léger retrait de 2015 : cette moindre activité relève d'une part, d'un retrait en valeur des importations de 3 % avec comme cause première la faiblesse des prix du pétrole, et d'autre part, d'un recul des importations à hauteur de 13 % pour la même raison. Ce recul s'effectue dans un contexte de contraction de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbe. La croissance des échanges mondiaux en 2016 est la plus faible depuis 2009, du fait de l'atonie des importations américaines et émergentes.

Jean-Baptiste Berry, Clémentine Garandeau, Insee

Les importations en 2016 : reflet des prix du pétrole en retrait et du déstockage

En 2016, la poursuite du recul des prix des produits pétroliers en moyenne annuelle a diminué mécaniquement la facture des importations comme des exportations de ces produits. En retrait de plus de 35 %, les importations de produits pétroliers brut s'élèvent à 185 millions d'euros, en provenance de Norvège notamment. Par ailleurs, les faibles prix des produits pétroliers ont également un effet sur les factures des importations et exportations des produits pétroliers raffinés: -9 % pour l'importation de ces produits et presque 30 % de baisse pour leurs exportations. En outre, les déstockages de produits pétroliers pèseraient sur le dynamisme des échanges en 2016.

Avec une demande des ménages en progression modérée du fait notamment de la faiblesse du dynamisme démographique, les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac sont en recul de 1 %. La demande intérieure des entreprises en biens d'investissement comme en matériel de transport progresserait en 2016 : les importations de biens d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique sont en légère hausse de 1 % à hauteur de 445 millions d'euros ; les importations adressées à l'industrie automobile sont en hausse de 4 % : 315 millions d'euro en 2015.

La métropole, avec 58 % du montant des importations, reste le principal partenaire de la Martinique en 2016. Derrière la métropole, les pays de l'Union européenne et les États-Unis restent en deuxième et troisième position, et représentent respectivement 20 % et 5 % des importations. Les échanges avec les pays de la zone Caraïbes restent relativement faibles en 2016 pour moins de 70 millions d'euros. Les importations de marchandises en provenance de la Chine progressent à près de 80 millions d'euros.

Les exportations en retrait de 13 %

En 2016, les exportations de marchandises sont en baisse de 13 % en valeur. La plus grande contribution à cette baisse vient des produits pétroliers raffinés et trouve sa principale explication dans le repli des prix du pétrole. Après une année 2015 dynamique, les ventes de produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche sont en recul de 13 % en 2016.

Les exportations vers la métropole, la Guadeloupe et la Guyane restent dominantes : elles représentent 90 % des exportations, essentiellement composées de pétrole raffiné.

Les importations de biens de consommation et d'investissement

L'orientation choisie pour l'analyse du commerce extérieur est de considérer les importations comme composante de l'offre globale de l'économie de la collectivité territoriale, et leur accroissement comme ne réduisant pas mécaniquement l'activité économique. Ainsi la convention comptable qui consiste à considérer les importations comme contribution négative à la croissance n'est pas l'approche privilégiée : les importations n'ont un effet négatif que lorsqu'elles se substituent à la production domestique. L'accent est dont mis sur la composition en biens de consommation et d'investissement importés de la demande domestique.

Année médiocre pour le commerce mondial et activité économique régionale en contraction

En 2016, la poursuite de la baisse spectaculaire des importations dans plusieurs pays dits émergents et pays en développement qui connaissent des difficultés économiques pèse sur le commerce mondial. Ce dernier a néanmoins nettement accéléré au second semestre, éclaircissant une année médiocre. Sur l'ensemble de l'année, le volume du commerce mondial est moins dynamique qu'en 2015 : en moyenne annuelle, après avoir déjà fortement ralenti en 2015 (+ 2,4 %), la croissance des

échanges mondiaux s'est établie à seulement + 1,5 % en 2016, soit la plus faible progression depuis 2009, du fait de l'atonie des importations américaines et émergentes. En 2016, avec une contraction de 1%, le rythme de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbe est le plus faible enregistré depuis les crises majeures des années 1983 et 2009.

Les échanges pétroliers

Les importations de pétrole brut et raffiné représentent plus de 15 % des importations de la Martinique. La Société Anonyme de Raffinerie des Antilles (SARA) importe du pétrole brut pour le raffiner et exporter une partie de sa production en Guadeloupe et en Guyane. En 2016 est observée une baisse en valeur des commandes de pétrole brut de Norvège, en tendance inverse à 2015. Les besoins en pétrole raffiné martiniquais ne sont pas couverts uniquement par les productions de la SARA : du pétrole raffiné est importé en Martinique en provenance d'autres pays (notamment États-Unis, Qatar et Arabie Saoudite). En 2016, la Martinique importe autant de pétrole brut que de pétrole déjà raffiné, tout comme en 2015 et 2014. La chute des prix du pétrole a considérablement réduit la valeur de ces importations : les volumes de production, d'importations et d'exportations de produits pétroliers en 2014, 2015 et 2016 sont ainsi comparables.

Espace Caraïbe

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'outre mer.

1 Chiffres clés du commerce extérieur

Évolution des importations et exportations de la Martinique de 2010 à 2015 (en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Importations	2571	2792	2813	2 730	2 774	2 709
Exportations	334	329	424	402	581	504
Solde des échanges de biens	-2237	-2463	-2389	-2 328	-2 193	-2 205

Source: Douanes, calculs Insee.

2 Ajustement des exportations de produits pétroliers vers la consommation interne

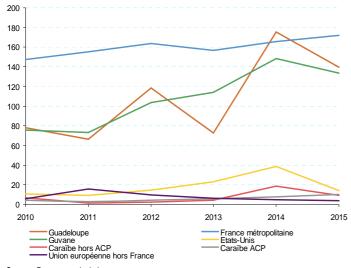
Montants et évolutions des importations et des exportations par activité (en % et en millions d'euros)

	Importations		Exportations	
	Valeur	Évolution en 2015	Valeur	Évolution en 2015
AZ - Agriculture, sylviculture et pêche	51,6	7,6	95,9	4,3
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, éléctricité, déchets	298,5	-22,4	10,9	-25,1
C1 - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	411,0	1,2	62,4	7,3
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	273,1	-31,0	278,1	-22,5
C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	442,8	12,0	11,5	-0,9
C4 - Matériels de transport	327,5	23,9	15,5	94,1
dont industrie automobile	303,7	24,6	10,0	142,2
C5 - Autres produits industriels	883,1	3,0	28,5	-21,9
dont pharmacie	142,7	-2,8	1,7	-56,9
Autres	21,5	-0,5	1,2	-7,2
Total	2 709,2	-2,3	504,1	-13,2

Source: Douanes, calculs Insee.

3 Repli des exportations régionales en faveur de l'hexagone

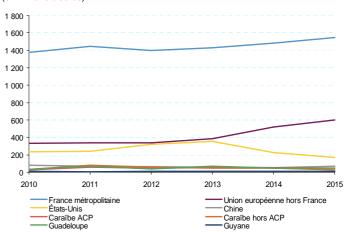
Répartition des exportations selon leur destination de 2010 à 2015 (en millions d'euros)



Source: Douanes, calculs Insee.

4 Les importations pétrolières à l'origine du dynamisme des importations

Répartition des importations selon leur origine de 2010 à 2015 (en millions d'euros)



Source: Douanes, calculs Insee.

Synthèse régionale Guadeloupe Une croissance lente, mais qui se consolide

L'activité de la Guadeloupe a été bien orientée en 2016. L'emploi reste assez peu dynamique, le chômage à un niveau structurellement très élevé, mais le nombre de chômeurs de longue durée baisse. La consommation des ménages, le financement de l'économie et la création de sociétés sont bien orientés. Les flux de marchandises et de voyageurs sont en progression, de même que les nuitées touristiques. Seules zones d'ombre : l'agriculture qui a connu une année mitigée et la construction avec des ventes de ciment au plus bas.

Jean-Eric Place, Insee

En 2016, la situation économique de la Une consommation en progression Guadeloupe continue sur une trajectoire d'amélioration. Le contexte extérieur fait apparaître un niveau d'activité en France qui, chaque année depuis 2012, progresse à un rythme un peu plus élevé. La croissance en France est de 1,2 % en 2016, en retrait par rapport à la zone euro et aux États-Unis. Les pays producteurs de pétrole subissent de plein fouet la chute des cours du pétrole, notamment le Venezuela et le Suriname. L'activité en Europe continue de bénéficier de la conjonction de deux facteurs favorables : des politiques monétaires qui restent accommodantes et une chute des prix du pétrole qui s'est poursuivie au 1er semestre 2016.

Légère progression de l'emploi salarié

L'emploi salarié marchand en Guadeloupe progresse de 0,6 % par rapport à 2015 en movenne annuelle. La construction renoue avec les pertes d'emploi après une pause dans la baisse en 2015. Le secteur a perdu en cinq ans plus de 15 % de ses effectifs. L'industrie a gagné une cinquantaine d'emplois et l'agriculture une centaine. Le tertiaire marchand est le moteur de la création d'emplois. A contrario, l'évolution des effectifs est défavorable dans les activités immobilières et dans le secteur de l'information et de la communication.

Le taux de chômage se maintient, le chômage de longue durée baisse

La légère progression de l'activité et de l'emploi n'ont pas suffi à faire refluer le taux de chômage qui reste à un niveau structurellement élevé. Il s'établit à 24 % en 2016, niveau tout à fait comparable à 2014 et 2015, mais plus élevé que la Martinique (18 %) et la Guyane (23 %). Le chômage touche surtout les jeunes actifs (47 %), les anciens ouvriers (28 %) et les non-diplômés (34 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle 69 000 emploi, toutes catégories confondues, diminue légèrement de 1,3 % sur un an. Alors qu'elle était en hausse en 2015, la demande d'emploi de longue durée baisse de manière importante (-5,4 %), même si elle représente plus de la moitié des chômeurs (57 %).

modérée

Les dépôts à vue et la collecte nette d'épargne des banques poursuivent une croissance soutenue (respectivement + 13,1 % et + 5,5 %). Après une croissance très forte en 2015 liée à la baisse historique des taux d'intérêts, les crédits aux ménages restent bien orientés (+ 3,7 % en 2016, après + 9,9 % en 2015), les crédits à la consommation enregistrant une croissance plus soutenue que les crédits à l'habitat.

Les importations sont en baisse de 2 % en valeur, affectées mécaniquement par la forte baisse des prix du pétrole. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac sont presque stables (-0.4%), dans le contexte d'une quasi-stagnation démographique. Même si elles représentent un niveau près de dix fois inférieur aux importations, il est bon de constater que les exportations de la Guadeloupe sont en progression de 7 % en 2016, notamment dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.

Augmentation de la création de sociétés

La création d'entreprises en Guadeloupe est presque stable, avec 4 100 entreprises créées en 2016. Toutefois, les créations de sociétés sont en forte progression (+ 20 %) tandis que les créations de micro-entreprises baissent de 22 %. Ces deux évolutions opposées sont plutôt un signe encourageant pour l'économie guadeloupéenne, car les créations de micro-entreprises sont pour partie le reflet de la difficulté de trouver un emploi salarié.

La construction reste volatile

La construction est assez volatile d'une année sur l'autre. L'année 2016 est meilleure que 2015, mais elle n'efface pas la forte baisse en 2014. Le nombre de permis de construire délivrés pour des logements augmente de 30 %. Les ventes de ciment, qui sont un indicateur de l'activité immédiate, ont continué de baisser pour atteindre leur plus bas niveau sur les dix dernières années. Le dynamisme des permis de construire concerne notamment les communautés d'agglomération de la Riviera du Levant et de Cap Excellence. Les mises

en chantier de surfaces de locaux non s'inscrivent en résidentiels augmentation, essentiellement en raison des travaux de construction du nouveau CHU qui ont commencé à l'été 2016.

Bilan mitigé pour l'agriculture

L'année 2016 a été marqué par la tempête Matthew et des épisodes pluvieux en fin d'année. La campagne sucrière a été médiocre, avec un démarrage tardif; le tonnage atteint est largement inférieur à la moyenne décennale. La production de rhum est en baisse de 5 % par rapport à 2015, mais le niveau de commercialisation a augmenté. La production de bananes a progressé de 6 % et le secteur a bénéficié d'un programme d'aides financières de 30 millions d'euros.

Les transports maritime et aérien bien orientés

2016 est une année record pour le Grand Port Maritime de Guadeloupe, avec des trafics de transbordement, de véhicules et passagers en croissance. Le transbordement atteint 31 % du total du trafic de marchandises. En 2016 par exemple, un trafic de transbordement de 8 000 véhicules a eu lieu, alors qu'il était auparavant opéré à Trinidad. Le trafic de passagers est en légère augmentation : la progression du trafic archipel (Marie-Galante et Les Saintes) compensent les baisses sur la croisière et le trafic inter-

En matière de transport aérien, le cap des 2 millions de passagers est franchi pour la quatrième année consécutive. Pôle Caraïbes reste ainsi au 1^{er} rang des aéroports domiens et au 10^e rang national. La destination des aéroports parisiens progresse de 4,5 %; elle représente 60 % du trafic, mais le trafic régional progresse fortement : Fort-de-France (+ 18 %), Saint-Martin (+ 10 %). L'ouverture des lignes vers New-York, Boston et Baltimore par la compagnie low-cost Norwegian fait progresser fortement les liaisons avec l'Amérique du nord (+ 55 %). Quant au fret aérien, il repart à la hausse.

Synthèse régionale Guyane

Des signes de reprise au second semestre 2016

Dans la lignée de 2015, l'économie guyanaise reste atone au premier semestre 2016, marquée par une crise du BTP persistante et des investissements en berne, en partie compensés par une activité intense du secteur spatial, une industrie et un secteur terriaire marchand dynamiques. Au second semestre 2016, l'activité spatiale se maintient, et la construction montre des signes de reprise avec la concrétisation du redémarrage de grands chantiers.

Le contexte mondial est encore morose. En France, la croissance remonte sans atteindre un niveau très élevé. La zone Amérique latine et Caraïbes reste en grandes difficultés (– 1 %). Les deux pays voisins de la Guyane, le Surinam et le Brésil, sont toujours dans une situation économique et politique difficile.

Rémi Charrier, Insee

Secteur spatial, investissement des entreprises et des ménages : toujours bien orientés en 2016

En 2016, le Centre Spatial Guyanais (CSG) a lancé onze fusées ayant permis de mettre sur orbite 27 satellites. Comme en 2014 et en 2015, l'activité spatiale se maintient à un niveau élevé. Bien orientée, elle devrait rester dynamique avec la poursuite des travaux sur le programme Ariane 6 et un important carnet de commandes. L'économie guyanaise reste bien irriguée par les financements bancaires. Les crédits d'investissement des entreprises guyanaises sont dynamiques, en hausse de 44 M€ en 2016 et atteignant 531 M€ Les investissements dans l'habitat des ménages poursuivent leur croissance (+ 3,8 %) et l'encours des crédits immobiliers des ménages atteint 820 M€

La reprise de la commande publique se traduit d'abord dans l'intérim

Au second semestre 2016, des chantiers importants de logements sociaux ont été lancés. Ils offrent un supplément d'activité au secteur du BTP, en sus du chantier Ariane 6 et de la poursuite de la construction de l'hôpital de l'Ouest guyanais. Le volume financier des démarrages de chantier retrouve son niveau élevé de 2011 et 2012. Ce rebond se traduit par une forte augmentation de l'intérim. En fin d'année, le nombre d'emplois intérimaires en équivalent temps plein atteint 1 080, en

hausse de 50 % par rapport à fin 2015. Après une période difficile, les entreprises se tournent d'abord vers l'intérim, par définition plus flexible, pour répondre à l'augmentation de l'activité. En revanche, l'emploi salarié dans la construction continue de se dégrader en 2016 (– 8 %). La diminution de l'emploi a été particulièrement forte au 1^{er} semestre avant de repartir légèrement à la hausse au 2^e semestre. Le rebond dans la construction se répercute sur l'activité du port. Celle-ci augmente en 2016, du fait de la hausse des importations de biens liés à la construction (+ 8 %).

Hors construction, la situation de l'emploi s'améliore. L'emploi salarié global est certes en faible hausse (+ 0,6 % en 2016), mais il est dynamique dans l'industrie (+ 2,6 %) et les services marchands (+ 1,9 %). Ces hausses sont proches du rythme de la croissance démographique (+ 2,3 %). Le taux de chômage augmente et s'établit à 23 % de la population active alors que le nombre d'inactifs dans le halo du chômage est en forte hausse.

La consommation des ménages bien orientée

La poursuite de la baisse des prix de l'énergie et des produits manufacturés semble avoir eu un effet positif sur la consommation des ménages en 2016. Ainsi, les importations de biens de consommation des ménages sont en hausse, notamment les produits alimentaires et les biens manufacturés. Après un léger rebond en

2015, les ventes de voitures particulières augmentent nettement en 2016 et retrouvent un niveau élevé.

Perspectives pour 2017

Avec le rebond du secteur de la construction au second semestre 2016, c'est un moteur important de l'économie qui se remet en marche : le carnet de commandes des entreprises se remplit de nouveau après trois années difficiles. Les entreprises se sont d'abord tournées vers l'emploi intérimaire. Le volume important d'appels d'offres et de permis de construire de logements sociaux en 2016 laisse augurer une activité soutenue pour le secteur du BTP en 2017 voire 2018. Si cela se confirme et si l'activité se maintient à un niveau élevé, l'emploi dans le secteur de la construction devrait repartir à la hausse et cesser de tirer l'emploi salarié global vers le bas. Dans un contexte de stabilité des prix, une hausse plus vigoureuse de l'emploi salarié pourrait se traduire par une hausse de la consommation, ce qui aurait un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie guyanaise. Le bilan social de l'année moins positif et les mouvements sociaux de mars et avril 2017 pourraient avoir contrarié ce schéma. Un certain nombre d'entreprises ont déposé le bilan et l'activité a été fortement ralentie pendant un mois.

Définitions BE 2016

Activité partielle / Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile.

Arrivées ou séjours

Nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

Autorisations d'engagement

En droit public français, les autorisations d'engagement sont des autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année. Elles sont valables seulement durant l'année en cours, mais leur montant non utilisé peut (sauf en matière de dépenses de personnel) être reporté sur l'année suivante.

Durée moyenne de séjour (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées des clients hébergés.

Auto-entrepreneur

Le régime de l'« auto-entrepreneur » s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.

Il offre des formalités de création d'entreprise allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. L'autoentrepreneur bénéficie :

- d'un régime micro-social simplifié;
- d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour les commerçants, ou au répertoire des métiers (RM) pour les artisans ; toutefois, l'auto-entrepreneur qui crée une activité artisanale à titre principal, doit s'inscrire au RM ;
- d'une exonération de TVA;
- et sur option, d'un régime micro-fiscal simplifié (versement libératoire de l'impôt sur le revenu) et d'une exonération de la cotisation foncière des entreprises pendant 3 ans à compter de la date de création.

Catégories de demandes d'emploi établies par Pôle Emploi

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

- catégorie B: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois);
- catégorie C: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois);
- catégorie D: demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Cessation d'entreprise

Il s'agit de l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise.

Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie, variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations.

Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)

C'est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail qui a pour but de donner à des jeunes travailleurs ayant satisfait à l'obligation scolaire une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

La durée du contrat varie de 1 à 3 ans en fonction du type de profession et de la qualification préparée. Tout jeune âgé de 16 à 25 ans peut entrer en apprentissage. La rémunération, calculée en pourcentage du Smic (entre 25 % et 78 %), varie selon l'âge du jeune en apprentissage et sa progression dans le ou les cycles de formation.

Tout employeur du secteur privé peut embaucher un apprenti s'il déclare prendre les mesures nécessaires à l'organisation de l'apprentissage : le suivi, obligatoire, par

un maître d'apprentissage, notamment. Les cotisations sociales (salariales et patronales, hormis pour les accidents du travail) sont prises en charge par l'État. Les contrats d'apprentissage ouvrent droit à une indemnité compensatrice forfaitaire (montant minimal de 1 000 euros par année de contrat), versée à l'employeur par le conseil régional. En outre, les entreprises ont droit à un crédit d'impôt (1 600 euros par apprenti et par an, voire 2 200 euros dans certains cas).

Contrat d'insertion dans la vie sociale / CIVIS

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), dans son volet « accompagnement vers l'emploi » a été mis en œuvre en 2005. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans faiblement qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle. Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation de leur projet d'insertion dans un emploi durable. Ce contrat est conclu avec les missions locales ou les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO). Sa durée est d'un an renouvelable. Les titulaires d'un CIVIS âgés d'au moins 18 ans peuvent bénéficier d'un soutien de l'État sous la forme d'une allocation versée pendant les périodes durant lesquelles ils ne perçoivent ni une rémunération au titre d'un emploi ou d'un stage, ni une autre allocation.

Contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. Il s'agit d'un contrat de travail en alternance à durée déterminée ou indéterminée incluant une action de professionnalisation. Son objectif est de permettre aux salariés d'acquérir une qualification professionnelle et de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle. L'action de professionnalisation comporte des périodes de travail en entreprise et des périodes de formation ; sa durée est en principe comprise entre 6 et 12 mois, mais peut être portée à 24 mois par accord collectif de branche. La durée de formation est d'au moins 15 % de la durée de l'action de professionnalisation. Les bénéficiaires âgés de 16 à 25 ans révolus sont rémunérés en pourcentage du Smic (entre 55 % et 80 %) selon leur âge et leur niveau de formation; les autres salariés perçoivent une rémunération qui ne peut être ni inférieure au Smic ni à 85 % du salaire minimum conventionnel. Ce contrat ouvre droit pour l'employeur à une exonération des cotisations patronales de sécurité sociale quand le bénéficiaire a entre 16 et 25 ans ou quand il s'agit d'un demandeur d'emploi âgé de 45 ans ou plus.

Contrat unique d'insertion / CUI

Crée par la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu minimum de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, le contrat unique d'insertion (CUI) est entré en vigueur au 1 ^{er} janvier 2010 (dans les départements d'Outre-Mer entrée en vigueur prévue pour le 1 ^{er} janvier 2011).

A compter du 1^{er} janvier 2010 et suite à la mise en place de

A compter du 1^{er} janvier 2010 et suite à la mise en place de ce nouveau contrat, il n'est plus possible de conclure des contrats d'avenir et des contrats d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA).

Dans les départements d'Outre-Mer, la mise en œuvre du Contrat Unique d'Insertion (CUI) était prévue jusqu'au 1er janvier 2011, la conclusion de CIRMA et de contrats d'avenir restant possible jusqu'au 31 décembre 2010.

Le contrat unique d'insertion qui a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi, se décline sous deux formes :

- le CUI Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE), s'adresse aux employeurs du secteur marchand et ouvre droit à une aide financière sans exonération spécifique de cotisations sociales;
- le CUI Contrat d'Accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), s'adresse aux employeurs du secteur non marchand et ouvre droit à une aide financière et à une exonération spécifique de cotisations sociales.

Correction des variations saisonnières / CVS

L'évolution d'une série statistique peut en général se décomposer en effets de trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Ainsi, par exemple, le taux de chômage désaisonnalisé supprime les variations dues au profil saisonnier habituel d'embauche pendant l'été et de mise à pied pendant l'hiver dans des secteurs d'activité comme l'agriculture et la construction.

Création d'entreprise

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene).

Depuis le 1er janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaison : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé :

- 1) les créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene);
- 2) les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren):
- 3) les reprises par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes d'immatriculation avec le statut d'auto-entrepreneur enregistrées dans Sirene. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1er janvier 2009 qui

demandent, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

Défaillance d'entreprise

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Remarque : il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation (*voir cette denière définition*).

Demandeurs d'emploi en fin de mois / DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus.

Durée moyenne de séjour

Rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'arrivées.

Emploi d'Avenir / EAV

L'emploi d'avenir (EAV) est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente.

Les non salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Encours sains

Part de l'encours brut de crédits pour laquelle il n'a pas été identifié de risque avéré de non remboursement.

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie permet l'observation conjoncturelle de la fréquentation dans l'hôtellerie et l'étude de la structure de la clientèle, notamment de son origine géographique. Elle permet d'établir des indicateurs de taux d'occupation, de durée moyenne de séjour ou de part de la clientèle professionnelle. Réalisée chaque mois depuis 1982, elle couvre un échantillon national de 8 300 établissements homologués (1 à 5 étoiles dans le nouveau classement hôtelier) et non homologués de chaînes de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer (DOM). L'échantillon final est de 14 000 hôtels environ pour satisfaire les besoins d'information locale.

Equivalent-emplois à temps plein sur le mois (ETP)

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées du mois. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Remarque : on pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée de volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois." (source Dares)

Estimations d'emploi localisées

A partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau.

Pour les salariés, il s'agit des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS « grand format ») contenant, en plus des DADS stricto sensu, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs).

Pour les non salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et pour les non salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) qui est la Caisse Nationale des Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF).

Le concept central d'Estel est une synthèse ascendante des sources administratives utilisées avec prise en compte de la multi-activité. Estel mesure l'emploi selon un concept « BIT répertorié » : l'emploi est mesuré sur la dernière semaine de l'année et tout emploi déclaré est comptabilisé.

Le passage à Estel permet la production des estimations d'emploi annuelles à un niveau géographique et sectoriel plus fin que l'ancien système (celui de la zone d'emploi croisée avec le niveau A38 de la nouvelle nomenclature d'activités au lieu du niveau départemental); de plus on disposera chaque année de la double localisation au lieu de résidence et au lieu de travail pour les salariés et d'informations sur le sexe et la tranche d'âge quinquennale des travailleurs salariés et non salariés.

Evolution du PIB

L'évolution du PIB en volume ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution d'un agrégat économique indépendamment de l'évolution des prix. Les ressources sont égales à la somme du PIB et des importations. Les agrégats ne sont pas rapportés directement au PIB du fait que les importations contribuent négativement au PIB. En effet : PIB + Importations = Consommation finale des ménages et des administrations + FBCF + Exportations + Variation des stocks.

EVP (Équivalent Vingt Pieds)

Unité de mesure de conteneur qui regroupe à la fois les 20" et les 40". Un conteneur d'un EVP mesure 2,591 mètres (8,5 pieds) de haut par 2,438 m de large (8 pieds) et 6,058 m (20 pieds) de long et est d'une capacité d'environ 30 m.

Excursionnistes

Personne qui séjournent au plus 24 heures dans l'île. En Martinique, il s'agit des croisiéristes en très large majorité, que complètent les "Autres Excursionnistes" (qui arrivent par avion, ou par les navettes maritimes qui opèrent entre la Martinique, la Dominique, la Guadeloupe et Sainte-Lucie) et les excursionnistes tête-de-ligne qui débutent et terminent leur croisière en Martinique.

Expressiste

Entreprise spécialisée dans la livraison rapide de colis et de lettres.

Immatriculations de voitures particulières neuves

L'Insee publie mensuellement le nombre des immatriculations des voitures particulières neuves (hors utilitaires et transit temporaire) permettant ainsi de suivre l'évolution du marché automobile français. Le chiffre brut, communiqué par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) est corrigé des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS).

L'indice des prix à la consommation (IPC)

Instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel.

Le glissement annuel rapporte le niveau atteint un mois donné à celui du même mois, un an auparavant (par exemple décembre N par rapport à décembre N-1). L'évolution en moyenne annuelle compare la moyenne d'une année à la moyenne de l'année précédente.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire (ou entreprise de travail temporaire).

Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats : un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif

Logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement commencé

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des logements collectifs) ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises (cas des logements individuels).

Logement individuel

Un logement individuel est une construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Marchandises en vrac

Marchandises chargées directement dans les cales des navires.

Nomenclature d'activités française / NAF rév. 2, 2008

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév.2). La NAF a la même structure que de la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes.

La NAF rév.2 comporte cinq niveaux comprenant respectivement : 21, 88, 272, 615 et 732 postes.

La NAF rév.2 s'est substituée à la NAF rév.1 datant de 2003 (entrée en vigueur au 1er janvier 2003). La NAF rév.1 comporte cinq niveaux ayant respectivement 17, 31, 62, 224, et 712 postes

La NAF rév.1 avait succédé à la NAF qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993.

Nomenclature agrégée - NA, 2008

Avec le passage à la NAF rév.2 (nomenclature d'activités française révisée au 1er janvier 2008), la nomenclature économique de synthèse (NES) associée à la NAF rév.1 disparaît en tant que telle. En effet, cette nomenclature strictement française ne permettait pas de comparaisons internationales car elle ne s'emboîtait pas dans l'arborescence de la CITI et de la NACE.

La NAF rév.2 contient deux niveaux agrégés « standard » : les sections et divisions en, respectivement, 21 et 88 postes. Ces niveaux sont communs à la nomenclature internationale d'activités CITI rév.4, à la nomenclature européenne d'activités NACE rév. 2 et à la NAF rév.2.

Il était toutefois nécessaire de disposer de niveaux de regroupements supplémentaires pour répondre aux besoins de l'analyse économique et de la diffusion en matière de données de synthèse.

Sept niveaux d'agrégation sont ainsi associés à la NAF rév.2, dénommés « A xx » où xx représente le nombre de postes du niveau. Ils constituent la nomenclature agrégée (NA) :

- A 10 : niveau international, regroupement de sections ;
- A 17 : niveau français intermédiaire entre les niveaux A 10 et A 38.

Au niveau des sections (A 21), l'industrie manufacturière est détaillée en cinq postes et, inversement, certaines activités de services sont regroupées.

- A 21: sections, niveau standard de l'arborescence de la NAF rév. 2;
- A 38 : niveau international, intermédiaire entre sections et divisions ;
- A 64 : niveau européen, intermédiaire entre les niveaux A 38 et divisions (A 88), provisoire;
- A 88 : divisions, niveau standard de l'arborescence de la NAF rév. 2 ;
- A 129 : niveau français intermédiaire entre les niveaux divisions (A 88) et groupes.

Nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Organisation Mondiale du Tourisme

L'OMT distingue deux catégories de visiteurs touristiques :

- Les excursionnistes (définition)
- Les touristes (définition)

Opération d'intérêt national (OIN)

Est, en France, une opération d'urbanisme à laquelle s'applique un régime juridique particulier en raison de son intérêt majeur. L'État conserve dans ces zones la maîtrise de la politique d'urbanisme : il détermine les modes d'utilisation de certains périmètres jugés stratégiques et d'intérêt national et y exerce seul, par exception aux grands principes de la décentralisation dans ce domaine, les principales compétences d'urbanisme.

Passagers nationaux

Embarquent à destination ou déparquent en provenance d'un aéroport français.

Passagers internationaux

Embarquent à destination ou débarquant en provenance d'un aéroport étranger.

Pôle Emploi

Pôle emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi. Il a pour mission d'accompagner tous les demandeurs d'emploi dans leur recherche jusqu'au placement, assurer le versement des allocations aux demandeurs indemnisés, aider les entreprises dans leurs recrutements et recouvrer les cotisations.

L'objectif était de créer un opérateur qui permette notamment aux demandeurs d'emploi d'avoir un seul interlocuteur pour la gestion des offres d'emploi et de leur allocation. Pôle emploi existe juridiquement depuis le 19décembre 2008, date de la première réunion de son conseil d'administration.

Population active (BIT)

La population active dite « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs; ces deux concepts étant entendus selon les définitions du Bureau International du Travail (BIT).

Ro-ro

Cette appellation vient de l'anglais « roll on/roll off », les ro-ro sont des navires rouliers équipés de portes arrière et d'une rampe permettant de faire rouler leur cargaison. Ils transportent principalement des véhicules.

Sit@del2

Sit@del2 est une base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les

informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables. Sit@del2 est la continuité de Sitadel, prenant en compte les nouvelles variables des formulaires mis en place lors de réforme du droit des sols en octobre 2007.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière, se calculent des taux de chômage par sexe, par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), par région, par nationalité, par niveau de diplôme.

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux d'occupation (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport entre le nombre de chambres (emplacements) occupés et le nombre de chambres (emplacements) offerts par les hôtels et campings ouverts. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres (emplacements) occupés au nombre de chambres (emplacements) total des hôtels et campings, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Taux de vacance

Le taux de vacance des logements sociaux est le rapport entre le nombre de logements non occupés et proposés à la location et le nombre total de logements proposés à la location

Taux de provisionnement

Part des créances douteuses ayant fait l'objet de provisions de la part des établissements bancaires, de manière à les prémunir du risque de crédit.

Transbordement

Passage des marchandises d'un bateau à l'autre, sans passer par les zones de stockage.

Touristes

Personne qui séjournent au moins 24 heures et au plus un an, dans les structures d'hébergement à terre (hôtels, gîtes ruraux, Appartement/Villas ou chez l'habitant) ou sur leurs bateaux, pour les plaisanciers.

Coordination Direction Interrégionale Antilles-Guyane

Contribution ledom

DEAL DAAF

Grand Port Maritime de la Martinique

SAMAC

Comité Martiniquais du Tourisme

Directeur de publication Yves Calderini

Rédactrice en chef Béatrice Celeste

Mise en page Grillot Blandine

Typhenn Ladire

Patrick Lapierre De Melinville

Auteurs Jean-Baptiste Berry (Insee))

Christophe Basso (Insee) Rémi Charrier (Insee)

Jean-Eric Place (Insee) - à voir Clémentine Garandeau (Insee)

Sophie Céleste

Emmanuelle Maller (Insee)
Marion Lauvaux (Insee)
Guy Mystille (Insee)
Jean-Pierre Devin (DAAF)
Émilie Aubert (DEAL
Evie Coyan (ledom)

Bruno Marques (Comité Martiniquais du Tourisme)

José Jean-Marie (SAMAC)

Jean-Michel Vion (Grand Port Maritime)

Bureau de presse Guy Mystille

Tel: 0596 60 73 26 - Fax: 0596 60 73 50

Courriel: guy.mystille@insee.fr

© Insee 2017

Insee Conjoncture

Martinique

Bilan économique 2016 2016 : une année globalement positive pour la Martinique sur le plan économique

Les voyants de l'économie martiniquaise restent au vert en 2016. Le chômage baisse et l'emploi salarié progresse. La situation financière des ménages est satisfaisante ; l'encours sain de crédit augmente de 3,4 % en raison des taux d'intérêt en baisse. Les consommateurs ont par ailleurs profité d'une inflation quasi nulle (-0,2%) et d'une baisse du prix des carburants. Cependant, la baisse du prix du pétrole a entrainé une chute de 13 % des exportations martiniquaises.

Conjoncture n° 3 Juin 2017

ISSN: 2429-3733

Insee Service Territorial de Martinique

Centre Delgrès Les Hauts de Dillon

P 641

97262 Fort de France Cedex

Directeur de la publication : Yves Calderini

Rédactrice en chef :

Béatrice Céleste

Rédactrice en chef adjointe :

Maud Tantin-Machecler

Mise en page : Grillot Blandine

Grillot Blandine Typhenn Ladire

Patrick Lapierre De Melinville

© Insee 2017

